

Qualité de l'enseignement (page 3)

Un enjeu national à relever



La mise en place de la politique enseignante, une des stratégies pour rendre le métier d'enseignant plus attrayant

COMMERCE



Denrées alimentaires

Des prix des denrées alimentaires très volatiles (page 4)

ECONOMIE



Journée Internationale de l'Épargne

Épargner pour un lendemain meilleur (page 5)

DEVELOPPEMENT



Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain (FPHU)

Gitega se dote d'une agence au service du secteur immobilier (page 9)

" Acheteurs, exigez la facture reconnue par l'OBR après paiement, c'est votre droit "



Editorial Politique enseignante : Entre utopie et faisabilité



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

Le document de la politique enseignante a été validé ce mardi 5 novembre 2019 par

les délégués syndicaux et ceux des ministres ayant l'éducation et l'enseignement supérieur dans leurs attributions. Cette politique tant attendue vient réformer la profession enseignante de la base au sommet. L'objectif ultime de cette dernière est de rendre la profession enseignante plus attractive. C'est une initiative salubre qui va au-delà de l'amélioration des conditions de vie des enseignants. Le document se focalise sur la qualité de l'enseignement à travers la formation continue et initiale des enseignants, la gestion du personnel, etc. Bref, c'est en partie une réponse à certains

maux du système éducatif pourvu qu'elle se concrétise. Toutefois, des doutes subsistent quant à la mise en œuvre de cette politique.

L'enseignant est au cœur même de l'enseignement. En plus des manuels scolaires, c'est lui qui prépare et dispense les leçons. Par après il évalue objectivement les apprenants. Ces tâches exigent quelqu'un de compétent qui maîtrise réellement ce domaine. Dans le cas contraire, c'est tout le système éducatif qui est en péril. Cette célèbre citation qui nous vient de l'Afrique du Sud en dit long : « Détruire un pays ne nécessite pas

l'utilisation de bombes atomiques ou l'utilisation de missiles à longue portée. Il suffit d'abaisser la qualité de l'éducation et de permettre la tricherie dans les examens. Les patients meurent dans les mains de leurs médecins. Les bâtiments s'effondrent dans les mains des ingénieurs. L'argent est perdu dans les mains des économistes et comptables. L'humanité meurt dans les mains des savants religieux. La justice est perdue entre les mains des juges ... L'effondrement de l'éducation est l'effondrement de toute la nation ».

L'éducation est un secteur clé dans le développement d'un pays. C'est pourquoi il faut mobiliser toutes les forces pour redresser le système éducatif. Et cela ne concerne pas uniquement le ministère de l'Éducation mais tous les intervenants dans le secteur : les autres ministères, les organisations syndicales, les ONGs, les institutions universitaires, la société civile, etc. En ce sens, il est souhaitable d'organiser des concertations entre les différentes parties prenantes afin de définir de grands objectifs et d'apporter des réponses aux innombrables défis du système éducatif.

Corridor Nord : les routes sont en bon état à plus de 80 % du côté burundais

D'après le rapport de l'observatoire de transport du Corridor Nord de juin 2019 (14ème édition), une grande partie des routes du Burundi sont asphaltées et en bon état. Cela à l'exception de quelques tronçons d'environ 93 km (19 %) qui sont encore en mauvais état.

Cependant, des plans sont en cours pour améliorer et moderniser ces routes. Par exemple, pour le tronçon Kanyaru - Kayanza, la Banque Mondiale (BM) a réalisé une étude technique en vue de sa réhabilitation et de son extension conformément aux normes de la Communauté Est Africaine (CEA).

En mars 2019, les points noirs identifiés au Burundi le long des routes du Corridor Nord sont les suivants : la route Bujumbura-kanyaru caractérisée par de nombreux glissements de terrain pendant la saison des pluies, la route Bugarama-Gitega qui est trop vieille et la route Kanyaru-Bas-Ngozi qui présente des virages serrés. Ce qui rend difficile le contournage.

Les routes désignées du Corridor Nord au Burundi sont: Kanyaru-Haut (via Kayanza-Bujumbura), vers Gatumba-Gasenye (via Kirundo-Ngozi), vers Bujumbura-Ruhwa (via Rugombo-Nyamitanga), vers Bujumbura-Kanyaru-Bas (via Ngozi-Nyangungu) vers Gitega.

Quatre journalistes du groupe de presse Iwacu toujours en détention



Quatre journalistes du groupe de presse Iwacu et leur chauffeur sont incarcérés depuis mardi 22 octobre 2019. Ils sont accusés de « complicité d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat ». Jeudi dernier le 31 octobre 2019, la chambre de conseil du tribunal de grande instance de Bubanza a décidé de maintenir les 4 journalistes et leur chauffeur en détention préventive. Ils avaient 48 heures pour faire appel à cette décision. Burundi Eco suit de près le développement de ce dossier.

La Banque Mondiale prévoit une chute des prix des produits de base

Les prix de l'énergie et des métaux devraient continuer à baisser en 2020 en raison d'une croissance mondiale plus faible qu'anticipée et du relâchement de la demande en découlant, indique la Banque Mondiale dans sa livraison d'octobre du Commodity Markets Outlook. Le prix du baril de pétrole brut devrait s'établir en moyenne à 60 dollars en 2019, avant de fléchir à 58 dollars en 2020, soit un niveau inférieur de 6 et 7 dollars respectivement par rapport aux prévisions du mois d'avril dernier. En tenant compte également du gaz naturel et du charbon, les prix de l'énergie devraient afficher en 2019 un niveau de près de 15 % inférieur à la moyenne enregistrée en 2018, et poursuivre leur baisse en 2020. La tendance est également à la baisse du côté des cours des métaux, qui devraient perdre 5 % en 2019 et continuer à décliner l'année prochaine sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale. Les prix des métaux précieux, qui ont monté en flèche cette année, devraient continuer à progresser en 2020 dans un contexte d'incertitude grandissante au niveau mondial et de politiques monétaires accommodantes.

L'assouplissement des tensions commerciales pourrait cependant entraîner la hausse des prix de certains produits agricoles, comme le soja et le maïs, tandis qu'une baisse des prix de l'énergie aurait pour conséquence de réduire le coût du carburant et des engrais et pourrait ainsi contribuer à une diminution du prix des cultures très consommatrices d'énergie comme les oléagineux, lit-on dans la conclusion de la parution.

BAD : augmentation du capital de 125%

Les Gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont approuvé une augmentation du capital historique de 115 milliards USD. C'était lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue jeudi le 31 octobre à Abidjan en Côte d'Ivoire. Ainsi, le capital de la Banque va plus que doubler passant de 93 milliards USD à 208 milliards USD, soit une augmentation de 125%. Ce qui renforce le leadership de la Banque en matière de financement du développement sur le continent.

Avec cette nouvelle augmentation générale du capital, la Banque prévoit de faire plus avec les résultats attendus suivants : 105 millions de personnes auront accès à des branchements électriques nouveaux ou améliorés, 244 millions de personnes bénéficieront d'améliorations dans l'agriculture, 15 millions de personnes bénéficieront de projets d'investissement, 252 millions de personnes bénéficieront d'un meilleur accès aux transports et 128 millions de personnes bénéficieront d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement.

Soirée des jeunes entrepreneurs

Les TIC dans le quotidien d'un entrepreneur



Les Technologies de l'Information et de la Communication sont incontournables pour un entrepreneur qui veut gagner son pari. Elles lui permettent de tisser des liens étroits avec ses partenaires, de contacter ses fournisseurs et ses clients, etc. Et elles sont un excellent moyen d'améliorer la communication interne. C'est pour cette raison que la 4ème soirée des jeunes entrepreneurs s'est penchée sur la place des réseaux sociaux dans les activités quotidiennes d'un entrepreneur. Comment une entreprise, un jeune entrepreneur le cas échéant, peut s'en servir pour booster son business. C'est en quelque sorte à cette fameuse question que les start-ups du numérique conviées à la soirée ont tenté de répondre.

Pour Irvine Floréale Murame, directeur général de « Infinity Group », l'application Outlook va au-delà d'une simple messagerie électronique. Elle permet de catégoriser les clients et les fournisseurs, de constituer son agenda électronique. C'est un outil de planification dans une entreprise. Idriss Muhoza, Community Manager chez Yaga ne s'écarte pas de cette réalité. L'Internet offre une possibilité sans limites. Les applications proposées par Google permettent d'intégrer avec un public diversifié. Les entrepreneurs peuvent coordonner leurs activités à distances. Plus intéressant encore ils peuvent poster des vidéos, des documentaires sur leurs produits, ou leurs secteurs d'activités sur You tube le leader des vidéos en ligne. Ce qui leur permet de séduire de nouveaux clients ou de nouer des partenariats de long terme, laisse entendre le Community Manager chez Yaga. Il ajoute que l'Internet permet de stocker les données en toute sécurité et un meilleur adressage. Il suffit de s'inscrire sur la plateforme de Google My Business. Après les présentations sur les différents usages rationnels de l'Internet, les jeunes entrepreneurs ont eu l'occasion d'échanger en réseautage sur les opportunités qu'offrent les réseaux sociaux.

Taux de change du 07 octobre 2019

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	1855	1885	2900	3000
Euro	2052	2086	3200	3300
Shi. Kenyan	18,0446	18,3356	26	27
Shi. Tanzanien	0,8052	0,8181	1,2	14
Shi. Ougandais	0,5009	0,5090	0,8	0,9
Fr Rwandais	1,9918	2,0239	3,2	3,3

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin KURIYO
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

Validation technique de la politique enseignante

La revalorisation de la carrière enseignante s'impose

Les ministères ayant l'éducation dans leurs attributions en collaboration avec l'UNESCO ont procédé à la validation technique de la politique enseignante au Burundi mardi le 5 novembre 2019. Cette politique vient pour promouvoir la profession enseignante à travers l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'enseignant. Le syndicat CONAPES s'en réjouit. Néanmoins, des doutes planent sur sa mise en œuvre

Le gouvernement du Burundi en collaboration avec l'UNESCO a validé techniquement la politique enseignante ce mardi le 5 novembre 2019. Selon Frédéric Bangirinama, secrétaire permanent au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, les membres de l'équipe technique nationale ont d'abord effectué un diagnostic au niveau national. Plusieurs personnalités ont été consultées pour dresser l'état des lieux de la profession enseignante.

Plusieurs défis ont été signalés

Sur terrain, Bangirinama indique qu'on a constaté que le système éducatif burundais souffre d'un manque de curriculum holistique articulé depuis l'enseignement de base jusqu'à l'université. Selon Bangirinama, on devrait bâtir les programmes comme une maison en étages où il faut maîtriser la

pupitres ne sont pas suffisants suite à la massification des élèves.

Depuis 2005, Bangirinama indique qu'on avait mis tant d'efforts dans la construction des écoles dans tout le pays. Mais, jusqu'à maintenant, il y a des classes qui contiennent plus de 70 élèves. Avec un tel effectif, il est difficile d'avoir un bon rendement. De surcroît, on a constaté que les accompagnateurs ne sont pas bien formés. Leurs cahiers de charge sont diffus. Les inspecteurs, les directeurs et les préfets ne savent pas leurs tâches et leurs fonctions sont quelquefois confondues.

Selon toujours Bangirinama, la carrière enseignante souffre d'un manque de plan de développement évolutif. Si on enseigne en 7^{ème} année, on n'a pas l'espoir de devenir un directeur ou de bénéficier des mêmes avantages que les siens.

Trois axes stratégiques pour la mise en œuvre de cette politique

«Eu égard à ces défis, nous avons proposé trois axes stratégiques qui permettront d'orienter les actions de mise en œuvre de cette politique», indique Bangirinama. Le 1^{er} axe est le renforcement des formations continues et initiales des enseignants afin d'améliorer les compétences et les résultats d'apprentissage. On a besoin de l'Ecole Normale Supérieure (ENS), l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) et les facultés qui forment les enseignants puissent améliorer leurs offres de formation pour que demain les lauréats de ces facultés

d'une déontologie professionnelle qui créerait la responsabilité et la redevabilité pour l'enseignant. Et enfin améliorer la gouvernance en mettant en place des directeurs ou des responsables d'écoles capables d'assumer leur fonction. Il précise qu'il y a des enseignants qui présentent alors qu'ils n'ont pas de qualifications. Néanmoins, il y a un grand nombre de lauréats de l'ENS et de l'IPA qui sont au chômage.

si leurs orientations ne sont pas les mêmes. En 2002, nous avons élaboré et validé un document sur le plan de carrière des enseignants. Nous étions avec l'UNESCO. Malheureusement, ce document a été mis dans les tiroirs», fait savoir Mashandari. Pour cette raison, ses doutes sur la mise œuvre de cette politique planent encore.



Le gouvernement du Burundi en collaboration avec l'UNESCO a validé techniquement la politique enseignante ce mardi le 5 novembre 2019

Bangirinama révèle qu'on a proposé qu'il y ait une cartographie qui indique les enseignants dont on dispose chacun selon sa qualification au niveau national. Cette cartographie va dégager les besoins en termes de personnel enseignant province par province. Cela permettra de gérer de manière rationnelle le peu de personnel dont on dispose. Cette politique a pensé aussi à la mise en place des équipements nécessaires pour pouvoir dispenser les cours tel qu'il est recommandé. Ce sont ceux de la section scientifique comme la chimie et la physique pour pouvoir arriver au résultat escompté (on dispense des cours théoriques seulement).

CONAPES doute sur sa mise en œuvre

Emmanuel Mashandari, président du CONAPES indique que la mise en place de la politique enseignante au Burundi témoigne la volonté du gouvernement de promouvoir la qualité de l'enseignement à travers l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'enseignant. Cependant, ce syndicaliste doute de sa mise en œuvre. «Ce n'est pas la première fois qu'une politique pareille soit mise en place même

CONAPES se réjouit de ce qui a été proposé

Selon Mashandari, on y a même mis des primes et des indemnités qui ne sont pas prévues dans le statut général des fonctionnaires. Ce sont les primes d'éloignement et de craie. «La poudre de la craie que nous utilisons peut être à l'origine de certaines maladies d'après les études faites par certains experts dans la santé. Raison pour laquelle on a pensé à nous accorder une prime de craie», éclaircit-il.

Selon Mashandari, toutes ces innovations montrent qu'on a la volonté d'améliorer les conditions de vie et de travail de l'enseignant pour enfin atteindre l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Rendre le métier de l'enseignant attrayant, l'objectif de la politique enseignante

Mashandari informe que la politique enseignante a pour objectif de rendre le métier de l'enseignant attrayant. Aujourd'hui, il indique que l'enseignant qui trouve de l'emploi ailleurs n'hésite

pas de quitter le secteur éducatif. Cela montre que les enseignants ne sont pas à l'aise. Il est ravi du fait que dans cette politique on a pensé à la prise en charge des petits enfants des enseignantes. Il y en a celles qui se présentent au travail avec des enfants sur le dos. Selon lui, cette situation constitue un handicap pour leur performance au travail. Si l'enfant pleure, il dérange les élèves. Le pire est que la craie que cette enseignante utilise pour écrire au tableau constitue une menace à la santé de son enfant. Il éprouve un sentiment de satisfaction du fait qu'on a pensé à la mise en place des garderies spécifiques pour ces enfants afin de permettre à ces enseignantes de travailler en toute quiétude.

Les formations continues, une nécessité

De surcroît, la politique enseignante revient sur les formations continues des enseignants. Cela existe déjà dans les textes, note Mashandari. Cependant, ce n'est pas mis en application. Il s'inquiète du fait qu'un enseignant peut passer 30 ans sans toutefois participer à une seule séance de recyclage alors que le monde évolue avec les technologies de l'information et de la communication. Mashandari s'en réjouit aussi. Nonobstant, le grand problème réside au niveau des équipements. Très peu d'écoles disposent d'ordinateurs, de l'internet et de l'électricité. De plus, les enseignants ne sont pas rôtés en la matière. Et de préciser qu'on ne donne que ce qu'on a. Tous ces facteurs montrent que l'objectif visé ne sera pas atteint.

Le secteur éducatif nécessite des primes et indemnités pour motiver le personnel, car il exige beaucoup d'efforts particuliers. Pendant la journée, l'enseignant se trouve entre les 4 murs en train de prêter. Lorsqu'il rentre à la maison, il prépare les leçons et corrige les copies. Pour toutes ces raisons, Mashandari signale qu'on aurait du allonger la liste pour rendre le métier plus attrayant. Cela pour éviter que les meilleurs enseignants qui devraient continuer à prêter dans le secteur éducatif ne puissent pas aller chercher du travail ailleurs.

Mashandari souligne aussi que la politique enseignante est en cours de validation au moment où le gouvernement a pris d'autres orientations, surtout en matière de calcul des salaires des fonctionnaires. Jusqu'à aujourd'hui, il fait savoir qu'on est dans ce qu'on appelle la fonction publique de carrière. Désormais, on veut basculer vers la fonction publique de l'emploi. D'après les orientations des consultants en politique salariale, on ne va pas donner des primes et des indemnités aux fonctionnaires. Elles seront remplacées par le contexte et la complexité du travail. De ces deux politiques, Mashandari se demande laquelle on va appliquer. D'après lui, la politique enseignante va s'ajuster sur la nouvelle politique salariale. Avec toutes ces interrogations et ces défis, le chemin est encore long pour atteindre la qualité de l'enseignement dont on escompte.

La mise en œuvre de cette politique enseignante nécessite un budget de 3 milliards de FBu en 2020. Pour l'année 2021, on a besoin d'un montant de 35 milliards de FBu. Pour l'année 2022, le montant dont on a besoin est également de 35 milliards de FBu.

Jean Marie Vianney Niyongabo



Frédéric Bangirinama, secrétaire permanent au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : « Le secteur de l'éducation est confronté à pas mal de défis »

fondation construite et combien d'étages on va ériger au-dessus. Bangirinama fait remarquer que cela demande une bonne planification.

L'autre défi est le manque d'un cadre légal bien élaboré dans un contexte financier contraignant. Les finances sont quelquefois limitées. Ce qui fait que cela pose un problème dans le recrutement de nouveaux enseignants.

Il y a aussi l'exercice du métier d'enseignant confronté à de multiples défis. Au niveau social et économique, l'enseignant a perdu sa dignité suite à ses conditions de vie qui se sont détériorées. A titre d'exemple, on dit que l'enseignant consomme de la bière de banane (Urwarimu). Selon lui, la liste des défis dans ce secteur est longue. Il y a les infrastructures qui ne sont pas suffisantes. Leur qualité aussi laisse à désirer. La plupart des écoles n'ont ni portes ni fenêtres. Les bancs

soient bien imprégnés de ce qui est enseigné à l'école. Nous voulons qu'il y ait un organe de coordination, de suivi et de planification des formations continues des enseignants au niveau national.

Le 2^{ème} axe est la rationalisation de la gestion des enseignants pour améliorer la productivité, la discipline, le déploiement et la carrière des enseignants. Pour y arriver, il faut agir sur la considération de l'enseignant au niveau social, économique et professionnel. Lui donner les moyens qui lui permettent de s'épanouir et de se développer dans sa carrière pour que, d'ici 10 ans, il puisse bénéficier des acquis de l'expérience.

Le 3^{ème} axe est la standardisation des pratiques des enseignants depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Cela va passer par les normes de l'exercice de la profession enseignante et par la mise en œuvre



Emmanuel Mashandari, président de CONAPES : « J'ai des doutes sur la mise en œuvre de la politique enseignante »

La Cour des Comptes analyse l'application du budget de 2015

Une fiabilité douteuse des montants, un dépassement des crédits, des arriérés extrabudgétaires, des discordances entre les données ; telles sont les irrégularités renseignées par la Cour des Comptes dans son rapport sur la gestion du Budget général de l'Etat, exercice 2015. Elle recommande plus de transparence dans la gestion du budget

La Cour des Comptes a rendu public, en septembre 2019 la version définitive du rapport sur le contrôle de l'exécution du budget, exercice 2015. Cette version a été élaborée à la suite des travaux d'investigation effectués par la Cour des Comptes qui ont porté sur l'examen des documents comptables et les vérifications sur place, apprend-on de ce rapport de 114 pages. Ainsi, les membres de la Cour tire les conclusions et les leçons et formulent des recommandations. Cela dans le but de contribuer à l'amélioration de la gestion budgétaire tant en termes de régularité, de transparence et de sincérité. Burundi Eco revient sur quelques irrégularités constatées dans l'exécution du budget de 2015.

Des réalisations qui dépassent largement les prévisions

Les dépenses courantes qui étaient prévues à 756 690 527 058 FBu ont connu un taux d'exécution de 114,4% (865 657 450 099 FBu).

Tableau 16: Evolution de la réalisation des recettes fiscales de 2011 à 2015

Cpte	Intitulé	Réalisations 2011	Réalisations 2012	Réalisations 2013	Réalisations 2014	Réalisations 2015
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	124 510 000 000	162 684 253 870	580 454 855 711	139 085 303 123	145 814 223 717
712	Taxes sur les salaires et la main d'œuvre				42 000	36 000
714	Impôts intérieurs sur les biens et services	248 528 000 000	279 032 377 858	326 963 645 055	378 460 138 499	339 744 489 761
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	68 652 074 561	53 307 407 789	50 712 368 558	55 588 764 012	51 798 609 463
718	Autres recettes fiscales		33 300	100 000	0	
	TOTAL	441 690 074 561	495 024 072 817	958 130 969 324	573 134 247 634	537 357 358 941

Tableau confectionné par la Cour sur base de son rapport 2014 et du PLS 2015

La Cour constate aussi que les exonérations qui étaient prévues à 18 000 000 000 de FBu ont connu un grand dépassement de 466,2%. Il se remarque que les dépenses courantes ont été globalement exécutées avec un excédent de 108 966 923 041 FBu, soit 14,4%. Les dépassements proviennent essentiellement des « dépenses sur biens et services et autres transferts courants » (130 881 830 330 FBu) dont les « exonérations » (83 920 722 686 FBu).

En conséquence, déplore la Cour, la sincérité des opérations comptables et financières est entachée d'insuffisances. Il s'agit de la valeur des arriérés extrabudgétaires résultant de l'exécution des dépenses en dépassement des crédits disponibles.

La discordance persistante entre les données

Les magistrats de la Cour des

comptes relèvent des discordances entre les données figurant dans le Projet de Loi Budgétaire (PLR) et celles fournies par les organismes fiscaux dont l'OBR et la Banque centrale. Il existe des discordances entre les données du PLR et celles fournies par la Banque centrale au sujet des dons (avec un écart de 27 470 776 224 FBu). De même, les données sur la TVA collectée ne correspondent aux prévisions. Le rapport annuel de l'OBR avance un chiffre de 203 645 847 995 FBu alors que les prévisions au niveau du PLR sont de l'ordre de 189 516 320 237 FBu. C'est le cas pour la TVA remboursée. Les données de la Balance Générale des Comptes (BGC) et les données de l'OBR montrent un écart de 11 524 021 550 FBu. Ainsi, les écarts entre les données trouvées dans ces trois sources (BGC, OBR et BRB) entachent les recettes de manque de sincérité.

La Cour des comptes recommande au ministère de tutelle de justifier

l'écart entre les données du PLR et celles fournies par la BRB, la Balance Générale des Comptes (BGC) ou encore l'OBR. Pour réduire les dépenses, elle recommande au gouvernement de construire ses propres bâtiments avec le montant des locations d'immeubles administratifs et des maisons d'habitation.

La sincérité du budget remise en cause

Les écarts entre les données trouvées dans ces trois sources (BGC, OBR et BRB) entachent le PLR 2015 de manque de sincérité. « Les discordances des données sur les dons sont dues au fait que le ministère utilise les données recueillies auprès des projets alors que la BRB enregistre les données recueillies sur les décaissements effectués par les projets dans les banques commerciales », a expliqué le ministère en charge des

finances et du budget. Un argument qui que les données recueillies auprès des projets devraient correspondre à celles recueillies sur les décaissements effectués par les projets dans les banques commerciales.

Pourquoi les comptes-rendus budgétaires ?

L'élaboration du compte-rendu de l'exécution du budget permet en effet au Parlement de disposer des informations sur l'exécution de la loi de finances et sur la mise en œuvre des politiques que cette loi sous-tend, lit-on dans le rapport.

Le compte-rendu de l'exécution du budget permet de rendre compte de l'utilisation de la ressource publique et va au-delà des simples états d'engagement, d'ordonnancement, de liquidation et de paiement des dépenses pour expliciter les écarts éventuels entre les prévisions et les réalisations, estime la Cour. Il peut s'agir, poursuit-elle, des notes explicatives des états de dépassement et de sous-consommation des crédits accordés, des états de non réalisation des dépenses votées que le ministère en charge des finances pourrait préparer à l'attention du Parlement. Ces états seraient de nature à aider utilement le Parlement lors de l'analyse du projet de loi des finances de l'exercice suivant.

Benjamin Kuriyo

COMMERCE

Des prix des denrées alimentaires très volatiles

Les prix de certaines denrées alimentaires de première nécessité ne sont pas stables. Tandis que les uns augmentent ou stagnent, les autres baissent. Souvent, la variation peut être instantanée. Un reporter de Burundi Eco a approché les professionnels de ce marché

D'après les informations recueillies sur place, les prix de certains produits de première nécessité connaissent de fortes instabilités. La farine de maïs, le riz, la banane, la pomme de terre, les tomates, divers fruits... sont affectés par la hausse, parfois instantanée. Ces observations, prenant comme point de repère les 2 derniers mois à savoir septembre et octobre montrent que quelques prix sont en hausse tandis que d'autres enregistrent une baisse. La hausse prend parfois une allure inquiétante. Les commerçants déplorent surtout le fait que quand le prix est en hausse, les clients s'abstiennent d'acheter. Ces professionnels de l'achat et la vente des biens de consommation croient que c'est au moment de la hausse qu'ils courent le plus le risque de perdre.

Une femme vendeuse de tomates rencontrée au marché communément appelé « Cotebu » nous a confié que le prix des tomates est relativement en hausse par rapport au mois dernier. Selon cette femme, les prix sont généralement en hausse en période de pénurie de cette denrée, quand les récoltes tendent à se terminer. Mais, selon la même source, les prix peuvent changer du jour au lendemain. Elle souligne que les variations des prix ne sont pas dues seulement à la quantité de la récolte, mais peuvent être très spon-



La variation intempestive des prix gêne le commerce des produits alimentaires

tanées. La réaction d'un vendeur de pommes de terre rencontré sur les lieux abonde dans le même sens. Cet homme affirme être témoin d'une instabilité de prix qui affecte son produit. Il fait noter qu'il vendait à un bas prix au mois de septembre par rapport à aujourd'hui. Ce boutiquier pense que la hausse des prix de certaines variétés de haricot est justifiée par la demande qui devient importante pendant la saison culturale.

Les variations spontanées des prix, une épine dans le pied des vendeurs

Certains produits alimentaires sont plus touchés par la variation des prix que d'autres et la hausse

est très fréquente. Les vendeurs de pommes de terre affirment que c'est très difficile de prévoir la hausse des prix de cette denrée. D'après Jordan (surnom de métier), expérimenté dans le secteur, on prévoit la hausse des prix de la pomme de terre pour la semaine suivante sur base des observations relevées le jeudi et le vendredi. Ce dernier indique que, selon les variétés, les pommes de terre subissent de fortes variations de prix et sur de courtes périodes. « Il faut être connaisseur pour s'en sortir », commente Jordan, confiant en lui-même. Pourtant, notre interlocuteur affirme que cette spontanéité de la hausse et de la chute des prix influe très négativement sur le commerce de ces produits.

Pour certains produits, on peut rele-

ver les raisons qui mènent à la hausse ou à la chute des prix. Mais dans la plupart des cas, les causes sont moins maîtrisables. Pour N. M, vendeuse de tomates, la surpluviométrie est souvent à l'origine de la chute des prix des légumineuses. Par ailleurs, elle affirme que la cherté du transport et la saison des récoltes influencent également la hausse ou à la chute des prix. « Nous préférons les périodes d'abondance parce que quand les prix chutent, même les personnes à moindre ressources peuvent acheter. Nous comptons plus sur l'écoulement », explique-t-elle.

Ces commerçants disent qu'ils parcourent parfois de longues distances pour pouvoir vendre leurs produits dans la capitale. N. F, dit que la farine de maïs produite au Burundi est vendue à bas prix. Malheureusement, le maïs produit par les Burundais est en petite quantité et sa présence sur le marché est éphémère. Il dit qu'une grande quantité de farine de maïs provient du maïs importé.

Variations des prix de certaines denrées alimentaires de septembre à début novembre 2019

Produit	Prix en FBu /kg (septembre)	Prix en FBu /kg (début novembre)
Haricot Jaune	1.800	2.200
Haricot Kirundo	1.100	1.300
Haricot Kinure	1.400	1.400
Farine de manioc (ikivunde)	1.200	1.000
Farine de maïs (isembe)	1.800	2.000
Pomme de terre (kijumbu)	800	600
Pomme de terre (victoria)	900	800
Tomates	1.500	2.000
Riz tanzanien (1 ^{ère} qualité)	2800	3500
Riz zambien	1.800	1.900
Oignons rouges	2.200	1.800
Oignons blancs	1.800	1.600
Banane	600	700

Ce tableau montre l'évolution des prix de certains produits alimentaires. Certains ont augmenté, d'autres ont diminué, tandis qu'il y en a qui stagnent.

Jonathan Ndikumana

12ème édition Forum Africain des Infrastructures Le Burundi sera de la partie

Tous les experts en économie sont unanimes : les infrastructures sont essentielles pour ne pas dire vitales au développement du pays. C'est dans cette optique que le Burundi va participer à la 12ème édition du Forum Africain des Infrastructures (FAI). Pour notre pays, c'est une reconnaissance et une opportunité



Egide Nijimbere : « On aura plus de visibilité. C'est une grande opportunité de parler de notre pays »

Le Forum se tiendra du 14 au 15 novembre prochain à Yaoundé sous l'égide du Gouvernement Camerounais, du Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariats (Carpa) et de Proparco, une filiale de l'Agence Française de Développement (AFD).

Egide Nijimbere, Secrétaire Permanent au ministère en charge des transports se réjouit de l'invitation du Burundi à cet événement. Selon lui, le Burundi a tout à gagner en participant à ce Forum. « On aura plus de visibilité. C'est une grande opportunité de parler de notre pays ». C'est aussi

un moment propice de nouer des contacts et de pouvoir s'entretenir avec des opérateurs économiques étrangers. Cela dans le but de les inviter à venir investir chez nous pour notre développement.

Nijimbere précise également que ce forum constituera un grand moment de débattre et d'échanger les expériences avec d'autres pays autour de ces problématiques.

Le FAI, un atout pour le développement des infrastructures

Ce Forum est un événement annuel régional initié par le gouvernement camerounais en collaboration avec le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariats et i-conférences (Maroc), le Forum Africain des Infrastructures va débattre des principales questions liées aux modèles de développement, aux Partenariats Public-privé, à l'intégration régionale ainsi qu'à l'émergence d'infrastructures nouvelle génération comme les aéroports, les trains à grande vitesse... Il vise à

favoriser l'émergence d'une Afrique dynamique capable de lancer des projets structurants, performants et ambitieux.

Depuis sa création en 2008, le FAI œuvre pour le développement des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires performantes. Ceci à travers des plateformes de débats et de networking entre gouvernements, acteurs clés des secteurs public et privé ainsi que l'ensemble de l'écosystème des infrastructures.

Après ses précédentes éditions tenues à Marrakech, Dakar et Abidjan, le FAI s'invite pour la première fois en Afrique centrale, plus précisément à Yaoundé au Cameroun. Signalons que le FAI regroupe chaque année plus de 400 acteurs publics et privés en provenance de plus de 20 pays en vue de débattre et d'échanger autour des problématiques des infrastructures en Afrique francophone.

Chanelle Irabaruta

ECONOMIE

Journée Internationale de l'Épargne Épargner pour un lendemain meilleur

Le 31 octobre de chaque année, on célèbre la Journée Internationale de l'Épargne. C'est dans cette optique que le Réseau des Institutions de Microfinance a animé, ce jeudi 31 octobre 2019, une conférence de presse sous le thème : « TUZIGANYE DUTEGURE KAZOZA ». La célébration de cette journée avait pour but de mobiliser toutes les forces vives de la nation pour qu'elles contribuent au renforcement de la culture de l'épargne chez les populations

Créé en 2012, le RIM a enregistré des avancées très considérables. Selon Bernard Kinyata, président du conseil d'administration du Réseau des Institutions de Microfinance (RIM), l'objectif principal de cette conférence de presse est de promouvoir l'esprit d'épargne. « La célébration de cette journée vise à inculquer la culture financière à la population burundaise en mettant un accent particulier sur l'importance et la nécessité de l'épargne formelle », lit-on dans le mot liminaire.

Le document montre les avancées remarquables de ce réseau qui date de 2012. Les résultats des années 2012 à 2019 témoignent irréfutablement d'une meilleure performance. De seulement 135 comptes ouverts en 2012 on atteint jusqu'au 31 octobre de cette année, 13 254 comptes ouverts dans 42 institutions qui opèrent sur toute l'étendue du territoire national. Le Réseau atteint actuellement un capital de 177.813.000.000 FBu. Ces chiffres confirment un certain changement de mentalités du point de vue comportement financier, mais montrent qu'il y a encore la nécessité de fournir encore des efforts.

Pour une meilleure célébration de la Journée, le RIM en collaboration avec SBFIC apporte son soutien aux Institutions de Microfinance (IMFs) membres. Le Réseau fournit



Bernard Kinyata, Président du Conseil d'administration de RIM : « Le RIM interpelle le gouvernement burundais à prendre des mesures visant à impulser un changement de comportement de la population en faveur d'une culture d'épargne »

ainsi à ces dernières du matériel pour booster leur visibilité. Des banderoles, des t-shirts, des sacs à dos, des parapluies... Le RIM a également fourni un appui publicitaire et mobilisé les médias pour pouvoir assurer une sensibilisation du grand public. Le document fait un clin d'œil aux Institutions de Microfinances. Il leur revient de faire des innovations en développant des services d'épargne répondant aux besoins des Burundais. Le but serait de donner la chance à tout le monde d'avoir accès aux services financiers.

De même, le RIM lance un appel au gouvernement burundais pour qu'il prenne des mesures visant à impulser un changement de comportement de la population en

favor de la culture de l'épargne formelle.

De la persistance des obstacles contre l'inclusion financière

L'inclusion financière reste très basse au Burundi. Les chiffres des dernières enquêtes nationales de 2015 révèlent un taux d'inclusion de 21,92 %. Selon le président du conseil d'administration du RIM, les IMFs n'ont pas rencontré trop d'obstacles. Nonobstant, il prend soin de relever quelques-uns ayant négativement influé sur le taux d'inclusion financière. Les raisons de ce faible niveau d'inclusion sont diversifiées, selon ce responsable. La pauvreté des populations, l'usage des moyens classiques dans les IMFs

et l'insuffisance de la culture de l'épargne formelle constituent des obstacles à l'inclusion financière.

Ainsi, la progression de l'inclusion financière se fait au rythme de la croissance des revenus des particuliers. Quant à elle, l'épargne reste l'un des outils financiers permettant d'accroître l'inclusion financière. Nonobstant, le conférencier note que la capacité d'offrir un service de proximité demeure un grand défi à relever. Pour lui, l'épargne constitue la source de liquidité intérieure la plus stable pour les institutions financières.

Sur la question en rapport avec le taux d'intérêt et l'accès facile au crédit, M. Kinyata explique l'enjeu

tout en admettant qu'il s'agit d'un des éléments qui ralentissent l'inclusion financière. Selon lui, la question est de savoir les capacités financières dont disposent les IMFs pour répondre aux besoins de la population ? Par ailleurs, ajoute-t-il, adoucir les conditions d'accès au crédit et diminuer le taux d'intérêt est normalement une politique de choix des institutions financières. Pour Kinyata, la bonne réussite de cette politique exigerait des soutiens financiers aux institutions financières.

Perspectives pour contourner les obstacles à l'inclusion financière

Malgré les efforts fournis, et une forte évolution observée au cours de ces derniers temps, le niveau de l'épargne reste bas au Burundi. Pour réduire les obstacles à l'épargne, le RIM entend développer la politique de service plus performant et de proximité. Le président rassure. Les outils que les institutions financières envisagent d'intégrer dans leur système de travail sont de nature à pouvoir défier ou du moins adoucir les difficultés.

La mise du service à la portée de la population est un outil incontournable pour la croissance de l'action financière. Un pas est déjà franchi dans ce sens. Les microfinances sont présentes dans tout le pays jusqu'au niveau des collines. Le projet d'intégration des nouvelles technologies au sein des services financiers dans les Institutions de microfinances est en cours. Le client pourra alors faire le dépôt, retirer, payer et consulter son compte via son téléphone portable. Ce projet pourra permettre au client de jouir d'un service de qualité et de proximité. Les institutions de microfinance, en collaboration avec le RIM, comptent pérenniser l'activité de mobilisation et de sensibilisation à l'épargne. Pour intensifier cette activité, plusieurs acteurs et partenaires se doivent de conjuguer les efforts.

Jonathan Ndikumana

A la découverte des 10 ans de l'OBR

L'Office Burundais des Recettes (OBR) a été créé pour optimiser la collecte des recettes et améliorer le climat des affaires par un service de qualité. A 10 ans de son existence on peut se demander s'il a failli à sa mission ou pas ? C'est ce qu'on va découvrir dans le présent article

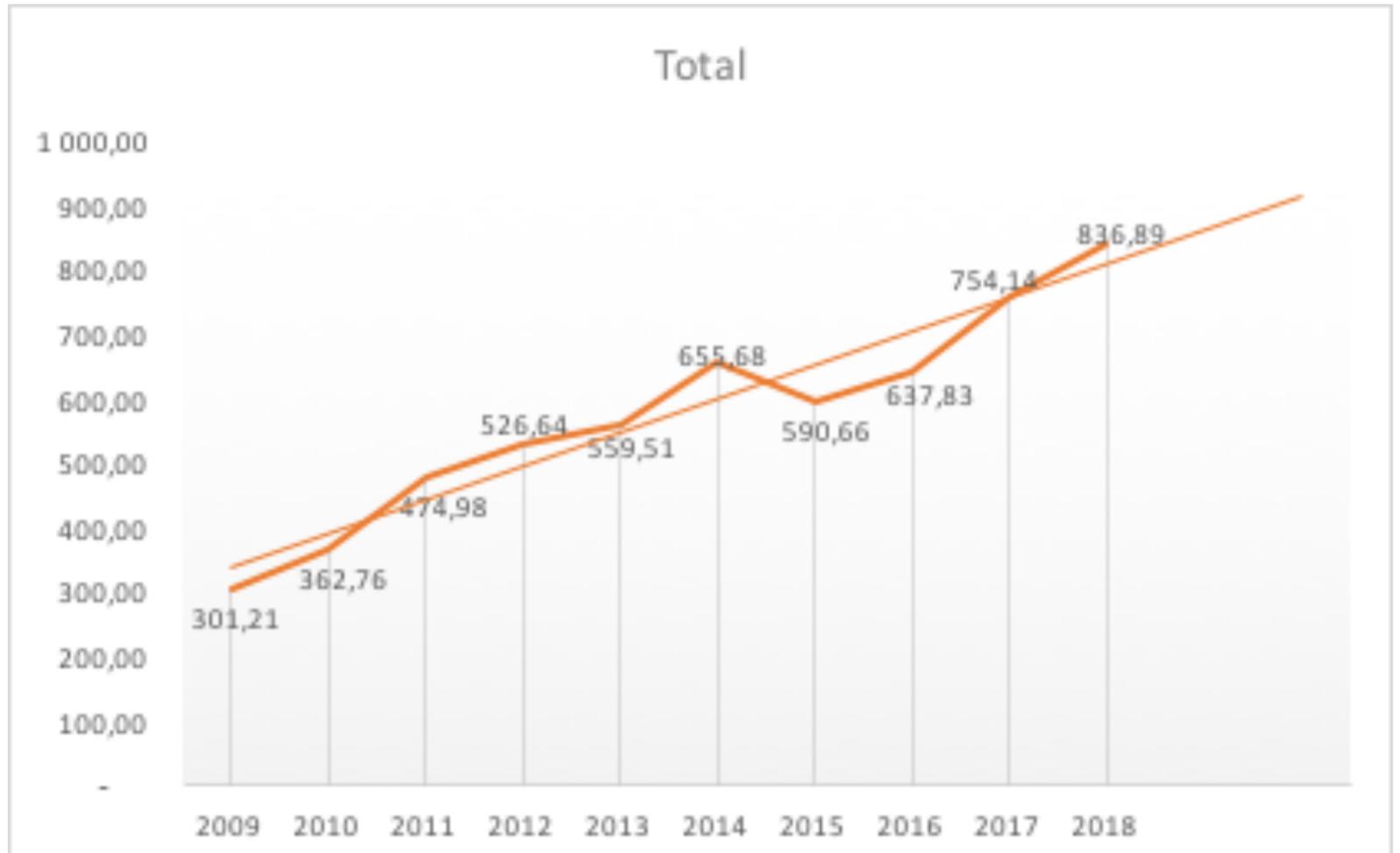
Selon le message d'Audace Niyonzima, commissaire général de l'OBR, dans le bilan des réalisations de cet office de 2009 à 2019, ce dernier n'a cessé d'enregistrer des succès par l'augmentation des recettes d'année en année. Ainsi, ces recettes sont passées de 301,21 milliards de FBu en 2009 à 836,88 milliards de FBu pour l'exercice fiscal 2018. La collecte des recettes est à 637,16 milliards de FBu de janvier à août 2019.

En matière de bonne gouvernance, le commissaire général de l'OBR rappelle la mise en place des numéros gratuits (Tél : 500 et 71 450 450) pour la dénonciation de la fraude et un montant correspondant à 10 % des droits et taxes recouvrés en faveur du trésor public est versé au dénonciateur.

Selon ce haut cadre, il est clair que les résultats des dix ans d'existence ont montré une bonne performance par rapport aux prévisions et une bonne croissance annuelle.

Bien que ces résultats soient encourageants, affirme-t-il, l'OBR continuera à mener des réformes qui permettent de renforcer son efficacité interne et d'atteindre l'objectif lui assigné.

Parmi les grandes perspectives, M. Niyonzima indique que l'OBR va continuer la décentralisation



Recettes collectées de 2009 à 2018 (Source:OBR)

en 2018. Leur taux de croissance annuelle moyen étant de 9,8 %.

Les recettes douanières sont passées de 240,96 milliards de FBu en 2011 à 355,38 milliards de FBu en 2018 avec un taux de croissance annuelle moyen de 4,9 %.

Les recettes de 2019 concernent la période allant de janvier à août 2019.

Parmi les contribuables immatriculés par l'OBR figurent d'anciens contribuables qui étaient gérés par la direction des impôts avant la création de l'OBR et qui se sont vus attribuer de nouveaux Numéros d'Identification Fiscale (NIF) dès la fin de 2013.

A part cet indicateur, d'autres ont contribué à son évolution. C'est notamment le « Doing Business

publics, les recettes de l'OBR étaient estimées à 301,21 milliards de FBu, soit 62,65 %. En 2017, les dépenses publiques étaient estimées à 972,78 milliards de FBu. Les recettes de l'OBR revenaient à 754,13 milliards de FBu, soit 77,52 %.

Pour ce qui est du taux de prélèvement des recettes (en % du PIB), il est de 13,08 % en 2017 contre 13,79 % en 2009.

journee du contribuable. Cela dans le but de valoriser les contribuables les plus conformes et performants pour les honorer et les primer tout en incitant les autres à la conformité fiscale. Il a, depuis 2016, introduit chaque année une journée dédiée aux contribuables.

Diverses activités sont organisées à l'occasion de la journée du contribuable, entre autres les visites des entreprises, les journées portes ouvertes, les foires-expositions...

Des prix sont également décernés aux contribuables qui se sont distingués comme le « prix d'excellence » pour le contribuable qui a payé beaucoup d'impôts et taxes au cours de l'exercice précédent, le prix de la « conformité fiscale » pour le contribuable qui respecte les échéances fiscales plus que les autres, le « prix de partenariat » décerné à un des partenaires de l'OBR pour les relations distinguées, le « prix à la création d'emplois » pour le contribuable qui a créé beaucoup d'emplois et le « prix de la reconnaissance » que l'OBR décerne au contribuable qui s'investit dans les activités de l'OBR plus que les autres.

Cependant, tout n'est pas rose à l'OBR. L'office manque de siège social, le niveau d'informatisation est encore bas. La fraude, la corruption, le secteur informel persistent. Il souffre aussi de l'insuffisance et de la vétusté des équipements. Les outils légaux utilisés sont à mettre à jour. On constate toujours la résistance au changement...

Mélance Maniragaba

Tableau montrant la contribution des recettes totales dans les dépenses publiques financées par les ressources intérieures (Source OBR)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018-19
Recettes de l'OBR	301,21	362,76	471,71	526,64	559,51	655,51	590,66	637,83	754,13	897,28
Dépenses publiques	480,77	542,04	656,92	684,18	718,95	799,25	785,32	904,74	972,78	1040,4
Taux de contribution	62,65%	66,92%	71,81%	76,97%	77,83%	82,04%	75,21%	70,45%	77,52%	86,2%

de ses bureaux, travailler dans le sens de la simplification des procédures et de l'amplification des contrôles inopinés des déclarations simplifiées, la lutte contre la fraude, la contrebande et la corruption, le recrutement d'un personnel compétent et le renforcement des capacités, la réalisation d'études stratégiques, l'information, l'éducation et la sensibilisation du public, l'adoption d'une facture standardisée, la coopération avec d'autres intervenants tant nationaux qu'internationaux et la politique de modernisation du système informatique.

Augmentation des recettes, un des indicateurs de la performance de l'office

Les recettes collectées annuellement ont connu une hausse de 2009 à 2018. D'après le bilan, elles sont passées de 301,21 milliards de FBu en 2009 à 836,89 milliards de FBu en 2018. Le taux de croissance annuelle moyen étant de 9,7 %.

Les recettes internes collectées sont passées de 230,75 milliards de FBu en 2011 à 481,51 milliards de FBu

Les recettes fiscales occupent toujours une part importante de plus de 92 % des recettes totales collectées tandis que les recettes non fiscales occupent une part variant entre 6 et 8 % des recettes totales collectées. Cela à l'exception de l'exercice 2014 où les recettes non fiscales ont occupé 13 % des recettes totales.

La part des recettes internes dans les recettes totales est passée de 49 % en 2011 à 58 % en 2018, tandis que celle des recettes douanières est passée de 51 % en 2010 à 42 % en 2018.

Croissance de l'effectif des contribuables immatriculés

Un certain nombre d'autres programmes ou indicateurs de développement a été pris en compte pour arriver aux bons résultats de l'OBR. Parmi ceux-ci, la lutte contre l'informel.

Ainsi, depuis 2014 jusqu'en août 2019, l'OBR a déjà immatriculé 84 434 contribuables dont 62 305 personnes physiques et 19 176 personnes morales.

Index », la lutte contre la fraude, la contrebande et la corruption, la décentralisation des services, la planification et la gestion axée sur les résultats, les recherches et les études, l'information du public, l'éducation et la sensibilisation des contribuables...

Est-ce que l'OBR respecte le droit à la redevance ?

L'Office Burundais des Recettes perçoit pas mal d'impôts et taxes comme le stipule sa mission qui est de maximiser les recettes. Celles-ci par exemple sont : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), l'Impôt sur les Revenus Locatifs, l'Impôt sur les Revenus (IR)...

En contrepartie, le contribuable s'attend à des œuvres réalisées à partir de l'impôt et taxe dus.

Ainsi, les statistiques de l'OBR montrent la contribution des recettes totales collectées par celui-ci dans le financement des dépenses publiques sur financement intérieur de 2009 à 2017.

En 2009 par exemple, sur 480,77 milliards de FBu de dépenses

Grâce aux recettes collectées par l'OBR, l'Etat est capable de financer ses activités à hauteur de 50 %.

Elles sont également utilisées dans la construction des infrastructures sociales comme les écoles, les centres de santé, le paiement des salaires des fonctionnaires, la construction des routes (une partie du financement de la route reliant Mabanda à la Tanzanie).

Un autre exemple concret est la construction d'un hôpital moderne de référence en province Karusi...

Reconnaissance de la valeur du contribuable

L'OBR a la tradition d'organiser la

- Les recettes fiscales désignent les recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes

- Les recettes non fiscales : sont définies par défaut, par opposition aux recettes fiscales qui proviennent des impôts et taxes. Ce sont par exemple les dividendes perçus par l'Etat actionnaire ou les loyers recouvrés par l'Etat propriétaire

African Women In Action

Se lever et constituer une force, un appel à la gent féminine

Préjugés, stéréotypes, commentaires déplacés et la vision de la société sur le leadership féminin sont les principales contraintes qui freinent la gent féminine. C'est dans le but d'inspirer et d'encourager les jeunes filles issues des écoles fondamentales et des universités qu'« African Women In Action » en partenariat avec Care international Burundi sous le haut patronage du ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle et l'ambassade des Pays Bas au Burundi a organisé un mentorat sous le thème « Rise and be your force »



Le mentoring organisé par «African Women in Action» a regroupé 22 filles choisies dans les écoles fondamentales et les universités

« L'étude de l'ONU-Femme montre qu'à l'âge de six ans, les filles considèrent déjà les garçons comme ayant plus de chances d'être brillants et plus aptes aux activités pour les personnes intelligentes que leur propre genre », a indiqué Mme Janvière Ndirahisha, ministre de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle lors de la clôture de l'atelier. La grande majorité de jeunes filles burundaises ne sont pas suffisamment encouragées pour croire en elles et viser loin dans leurs ambitions par manque de figures féminines pouvant leur servir de modèles confrontées à une société qui a tendance à leur imposer le chemin à suivre et perdent souvent la confiance en elles.

« Les filles burundaises doivent faire face à maints problèmes qui entravent leur éducation, leur épanouissement et leur insertion dans le monde du travail. Mais grâce à de pareilles formations, elles seront à mesure de réaliser leur potentiel », a-t-elle ajouté.

Des femmes modèles, une inspiration pour la nouvelle génération

Samantha Mbonabuca Inarukundo, créatrice de « TwoFiveSeven Arts » est une des jeunes femmes qui ont compris que les filles sont capables. L'art est pour elle comme une thérapie. Il peut à la fois aider au développement, mais aussi comme un mode d'expression et

d'intégration dans la société. « Je sais qu'il y a beaucoup de jeunes filles qui ont du talent, mais peu d'entre elles parviennent à briser les barrières pour se lancer », a-t-elle affirmé. Selon Inarukundo, l'art est un métier noble, car les gens peuvent vivre grâce à cela.

Audrey Mugisha est aussi une femme qui se spécialise dans le design intérieur des maisons. « On nous appelle pour faire des finitions intérieures et travailler avec les ingénieurs, installer les meubles et vendre des accessoires pour ceux qui veulent relooker leurs maisons », a précisé Mme Mugisha. Et de conseiller aux jeunes filles qui ont des rêves de continuer à les suivre, car quand on y met du cœur, toutes les ambitions sont réalisables. « Il

suffit d'approcher les gens qu'il faut, surtout les femmes d'influence, qui ont pu créer leurs entreprises, qui ont une expérience et je sais qu'elles sont toujours prêtes à partager leurs expériences avec les autres », a-t-elle souligné.

Des filles conscientes et déterminées à suivre leurs rêves

Nicole Uwimana, Directrice Générale et fondatrice d'African Women in Action conseille aux filles de savoir utiliser le temps qu'elles ont, d'apprendre des autres, mais aussi de sortir de leur ordinaire pour oser entreprendre.

Sibia Uwinka, musulmane et élève au lycée municipal de Ruziba en 1ère Langue, musulmane, affirme que depuis qu'elle a participé à cet atelier, son rêve de devenir « Présidente de la République » s'est encore renforcé. « Les femmes ne devraient pas se sous-estimer, il faut qu'elles se sentent égales aux hommes », a indiqué cette fille d'une vingtaine d'années. Même son de cloche pour Nadia Mugeni, universitaire, ambitieuse et déterminée à briser les stéréotypes et à vaincre la peur dans ses projets.

Pour Ange Dorine Irakoze, passionnée des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), les formations acquises pendant le mentoring lui ont permis de connaître beaucoup sur les TIC.

« Il y a des idées reçues que les gens pensent que les hommes sont plus forts en informatique. Mon rêve est de terminer mes études, d'acheter mon propre ordinateur et ainsi de créer mon propre entreprise », a-t-elle confié.

Pour Nicole Uwimana, initiatrice de ce mentoring, ces jeunes filles doivent saisir les opportunités pour réaliser leurs rêves. Mais pour y arriver, il faut y aller pas à pas. « Nous aussi nous étions des femmes et filles comme vous, mais nous sommes toujours impliquées. Il faut surmonter les problèmes et les défis, apprendre à travailler, oser essayer, se connaître soi-même, choisir le bon chemin à suivre », a-t-elle conseillé aux participantes.

« Notre ambition c'est d'avoir ce genre d'activités dans tout le pays. Un canal pratique reste les écoles puisque sur chaque colline il y a une école. Il nous faut des clubs qui servent de cadre d'échanges via les femmes influentes dans les communautés », a conclu Dr Juvénal Afurika, le Représentant-pays de Care International.

L'atelier a vu la participation de 22 filles pour quatre séances de mentorat, dont 10 du post-fondamental issues des clubs santé « Menya umenyeshye abandi » et du hub d'innovation « Nawe Nuz » encadrés par Care International Burundi.

Bonaparte Sengabo

SOCIÉTÉ

La protection des détenus, un devoir pour les avocats

Certains des détenus n'ont pas accès à la défense devant les juridictions. Et celui qui n'en a pas est considéré comme inexistant. Chaque personne doit avoir accès à un avocat compétent depuis son interrogatoire devant l'officier de la police judiciaire. Tel était le but d'un atelier de formation des Avocats sur la protection des droits des détenus, des victimes et témoins, organisé par l'association NTABARIZA-SPF, en dates du 4 au 5 novembre

Les détenus dans les prisons burundaises font face à plusieurs défis dans leur procédure judiciaire. Notamment le non accès à un avocat à cause du manque d'argent pour payer les honoraires, du manque d'informations sur les dispositions juridiques et les mécanismes de protection des droits des personnes privées de liberté, de la lenteur des procédures judiciaires, de la surpopulation carcérale, etc. Cela a été dit par Jean Marie Nshimirimana, représentant légal de l'association NTABARIZA-SPF.

« Un détenu n'a pas toujours les connaissances juridiques. Seuls les avocats maîtrisent les lois. Ils veillent à ce que les procédures judiciaires engagées suivent les normes légales et conventions internationales que le Burundi a ratifiées. Ils peuvent plaider pour la libération provisoire pendant que le dossier suit son cours normal ».

Cette première activité marque le lancement d'un programme plus vaste entrepris en faveur du secteur judiciaire et pénitentiaire et se



Jean Marie Nshimirimana, représentant légal de NTABARIZA-SPF : « L'objectif est que chaque personne ait accès à un avocat compétent depuis son interrogatoire devant l'officier de la police judiciaire »

concentre sur les échanges entre les avocats sur les moyens d'améliorer le respect et la protection des droits de l'homme en milieu carcéral.

Le rôle d'un avocat est primordial

Révérien Bahati, consultant de cette association insiste sur le rôle d'un Avocat car lorsqu'une personne est détenue, certains de ses droits lui sont arrachés. En l'absence d'un litige, le travail d'un avocat est d'informer ses clients sur leurs droits et leurs devoirs, de leur donner des conseils ou des consultations juridiques, de rédiger pour le compte de ses clients

certaines actes qui ne nécessitent pas le recours à un notaire, d'effectuer et accomplir au nom et pour le compte de ses clients des démarches ou formalités. En cas de litige, lorsqu'aucune solution à l'amiable n'a pas pu être trouvée et qu'un procès est engagé ou doit l'être, l'avocat est là pour vous défendre à tous les stades de la procédure et ce aussi bien en première instance qu'en appel.

Bamazi Tchaa, délégué du Centre Régional des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale soutient aussi que les droits de l'homme concourent tous à assurer à l'être humain des garanties

pour sa protection et celle de sa collectivité contre les actes et omissions de l'autorité publique qui portent atteinte ou violent ses droits et libertés. « Bien que les droits de l'homme aient un caractère universel, leur protection et leur promotion sont des activités avant tout nationales à la charge de chaque Etat et qui engagent sa responsabilité ».

Les conventions internationales prévoient des dispositions

Cet expert en droits de l'homme rappelle que la protection survient quand il y a existence de menace,

d'intimidation, de représailles ou tout autre moyen destiné à empêcher à une personne de contribuer à la manifestation de la vérité. « Elle permet d'encourager la participation des victimes et témoins au processus judiciaire ou non judiciaire de recherche de la vérité en préservant leur volonté et capacité de collaborer ».

Et de souligner le fait que le Burundi est partie à un certain nombre de conventions internationales ayant valeur supra légales conformément à l'article 19 de la Constitution. Ces conventions prévoient des dispositions pour la protection des victimes et témoins. « L'Etat a l'obligation de mettre en œuvre les mesures de protection conformément à ces dispositions ».

Il fait référence au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, au Traité de Rome instituant la Cour pénale internationale, etc.

Notons que cette formation a été organisée en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme et l'ambassade de Belgique au Burundi. Elle sera également organisée à l'intention des personnels des institutions pénitentiaires, des magistrats et des officiers de la police judiciaire. Dans sa phase pilote, le programme vise les prisons de Gitega, Mpimba, Rumonge et Ngozi.

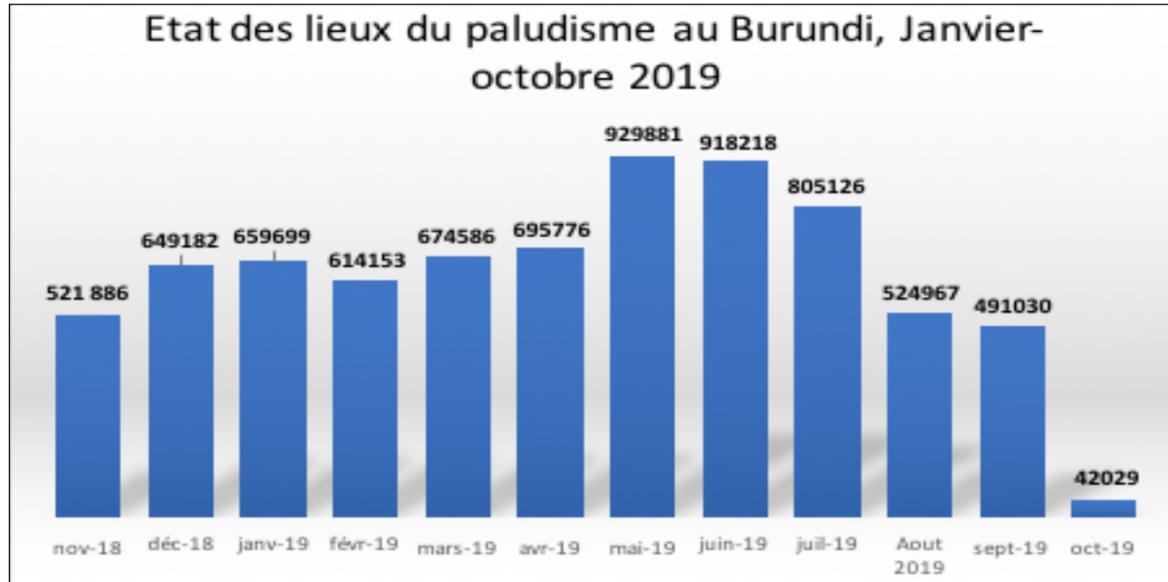
Chanelle Irabaruta

Paludisme : « Il n'y a ni épidémie, ni flambée des cas »

Le porte-parole ministre de la Santé a fait une sortie médiatique suite à l'information diffusée sur les ondes de RFI faisant état d'une augmentation exponentielle de cas de paludisme au-delà du seuil épidémique. Il conteste et remet en cause ces informations. Le nombre de cas est passé de 929 881 à 42 029 entre mai et octobre 2019

Le porte-parole Dr Jean Bosco Girukwishaka persiste et signe qu'il n'y a jamais eu d'épidémie de paludisme au Burundi cette année. Il argue que pour déclarer une épidémie il y a des critères définis conjointement entre l'OMS et le ministère de tutelle. Par rapport à l'année dernière, il reconnaît l'augmentation des cas d'incidence du paludisme. Cela pour deux principales raisons : la dernière distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide date de juillet 2017. Ce qui explique la diminution des cas durant l'année 2018. Il attribue la recrudescence des cas de paludisme aux changements climatiques intervenus au cours de l'année en cours. On observait une pluviosité intense qui alternait avec des températures assez élevées. Ce sont des conditions propices à la reproduction des moustiques.

Vers la fin de l'année 2018, 521 886 cas et 649 282 cas de palu ont été enregistrés respectivement pour les mois de novembre et décembre. Le nombre de cas de paludisme étaient en nette augmentation durant le premier trimestre de l'année. Il oscillait autour de 600 000 cas. Le



Source ministérielle

pic le plus élevé a été enregistré au mois de mai où le nombre de cas a frôlé le cap de 900 000 cas. Cela a été dicté par les mesures de riposte contre cette maladie. Les cliniques mobiles ont stimulé une ruée vers les prestataires de soins, justifie Dr Girukwishaka. Auparavant certains patients restaient à la maison suite à l'éloignement des structures sanitaires laisse-t-il entendre. En ce sens, des prestataires de soins (laborantins, infirmiers, médecins) ont été mobilisés jusqu'au niveau collinaire. Après cette campagne, il y a eu une nette diminution des cas de paludisme. Ainsi, le nombre de cas est retombé à 491 030 en septembre 2019 avant d'atteindre moins de 100 000 cas, selon les chiffres provisoires du ministère.

Des mesures préventives ont été initiées

L'autre mesure prise était surtout la distribution systématique des moustiquaires imprégnées au niveau de 12 districts sanitaires en proie à la malaria. D'ailleurs, la même campagne se poursuit parallèlement avec la pulvérisation intra domiciliaire dans les districts pourvoyeurs de cas de paludisme (Buye, Kiremba, Gashoho et Muyinga).

Le gouvernement a déjà prévu des frais pour le fonctionnement des cliniques mobiles dans 28 districts sanitaires pourvoyeurs de cas. En outre, la campagne de grande envergure de distribution des moustiquaires imprégnées

d'insecticides initialement prévue en avril 2020 a été programmée en décembre prochain. Cela dans le but de contenir une probable flambée des cas de paludisme, annonce le porte-parole du ministère de la santé. Il réaffirme qu'il n'y a ni d'épidémie, ni flambée des cas de paludisme.

Deux lots de quinine mis en quarantaine

Le département de la pharmacie et laboratoire a sorti une note relative à la mise en quarantaine de certains lots de la quinine sulfate 500 mg utilisée dans le traitement des cas graves de malaria. Pour cause, ces lots se sont révélés non conformes aux normes de l'OMS. Ces lots avaient été commandés par la

Centrale d'Achat des Médicaments du Burundi (CAMEBU). Le porte-parole parle d'une procédure habituelle. Chaque fois qu'il y a des médicaments importés, un contrôle systématique est réalisé pour évaluer la qualité des médicaments. Ainsi, une dizaine de lots de quinine a été soumis à l'épreuve. Les lots numéro T20149 et T201430 fabriqués par Merit Organics Ltd, une industrie pharmaceutique Indienne sont sous dosés. Au niveau du principe actif des médicaments, la norme exige un dosage de 95 à 105 %. Or, pour le cas présent, le principe actif était respectivement de 86,54% et 87,54% pour les deux lots. Tous les établissements pharmaceutiques ayant ces lots doivent les retirer des stocks pour les mettre en quarantaine.

Bientôt un nouveau médicament

Une certaine opinion évoque une résistance des parasites aux médicaments antipaludiques. Le porte-parole ne confirme pas cette information. Tout de même, il reconnaît que le taux d'efficacité de l'artésunate et l'amodiaquine a baissé. « Une étude est en cours pour évaluer l'efficacité de ces deux produits pharmaceutiques. Les résultats préliminaires révèlent que le taux d'efficacité de ce médicament est en dessous de 90% alors qu'il devrait être proche de 100% », fait savoir Dr Girukwishaka. Pour pallier à ce défi, le ministère préconise l'introduction d'une nouvelle molécule jugée plus efficace « Artemether-Luméfanthrine » dès l'année prochaine, ...

Benjamin Kuriyo

DEVELOPPEMENT

Prix des matériaux de construction

Au-delà de la hausse, des spéculations

Le marché des matériaux de construction s'est caractérisé ces derniers temps par la hausse des prix. Certains commerçants ne respectent pas les limites officiellement reconnues et s'adonnent à la spéculation. Cette augmentation qui perdure inquiète les clients

C'est une évidence. La hausse des prix des matériaux de construction inquiète plus d'un, d'un simple particulier aux entreprises de construction. Le prix d'un nouveau logement connaît une hausse presque constante, du moins pour la plupart des matériaux depuis de longs mois. Les clients se lamentent et dénoncent le changement intempestif des prix sur le marché. Une source dans une entreprise de construction indique que le prix du ciment fabriqué et vendu par BUCECO est sous une forte spéculation depuis un certain temps. Cette personne affirme qu'il n'y a pas de pénurie de ciment. Selon lui, les distributeurs en créent pour imposer des prix à leur guise.

Ce problème qui s'observe sur le marché freine parfois les activités des entreprises de construction. Il faut noter tout de même que la hausse des prix touche beaucoup de matériaux de construction. Les statistiques de l'ISTEEBU sur l'Indice du Coût de Construction de Logement neuf à Bujumbura résume la situation en chiffres. Selon le rapport de cette institution, le coût des matériaux de construction des maisons à usage d'habitation connaît une augmentation de 4,4% par rap-



Les prix des matériaux de construction connaissent une hausse généralisée

port au trimestre précédent (ayant pris fin au mois de juin 2019).

Les indices des prix de plusieurs matériaux de construction ont fortement varié durant les trois derniers mois. On remarque également un décalage de prix d'un mois à un autre. Cette augmentation est essentiellement influencée par celle observée sur certaines composantes. L'ISTEEBU a effectué ses études habituelles sur trois communes de la Mairie de Bujumbura. Cette institution cite les composantes dont la hausse des prix a influé le plus sur la situation. Ainsi, la main-d'œuvre, les matériaux de construction, le bois, les moyens de gestion, les matériels et location des matériels ont aussi connu des variations de prix au cours des trois derniers mois.

Le tableau ci-dessous montre les variations de l'indice du coût de construction par composante

MATERIAUX	VARIATION DES INDICES EN % SUR	
	1 mois (août-sept.)	1 trimestre
Mat. de construction	1,2	4,6
Main d'œuvre	0	4,9
Location du matériel	1,9	0,4
Moyen de gestion	1,2	0,3
ICC	1	4,4

La rareté du ciment : rêve ou réalité ?

La variation des prix du ciment de BUCECO fait objet de beaucoup d'inquiétudes. Les prix moyens ont varié d'août à septembre. Les prix de BUCECO sont respectivement 25 369,2 Fbu par sac de 50 kg pour août et 25 775,8 Fbu par sac de 50 kg pour septembre. Cette remarquable hausse sur une période d'un mois seulement s'accompagnerait par une certaine spéculation. Selon certaines sources, il y a des jours où la commercialisation du ciment BUCECO ne respecte pas le prix officiel. Une forme de pénurie s'observe et certains grossistes disent peiner à être servis.

Les opérateurs du secteur de la construction croient plutôt que la pénurie du ciment n'est pas une réalité. Des suspensions font état des manœuvres de par les grossistes pour imposer les prix. Ces inquiétudes sont surtout partagées par de simples demandeurs du produit et les entreprises de construction. Sur plusieurs mois, les officiels se gardent de tout commentaire sur cette hausse des prix.

Jonathan Ndikumana

Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain (FPHU)

Gitega se dote d'une agence au service du secteur immobilier

Dans la politique de décentralisation de ses services, le FPHU étend ses activités vers l'intérieur du pays. Ce lundi le 04 novembre, il vient d'ouvrir sa seconde agence en province de Gitega pour desservir les centres urbains des provinces limitrophes. Une stratégie pour accroître l'épargne intérieure et faciliter l'accès à ses produits et services



L'agence du FPHU dans la province de Gitega est la deuxième après une autre récemment ouverte dans la province de Ngozi

« Nous avons choisi Gitega pour faciliter nos clients qui devraient descendre dans la Mairie de Bujumbura pour demander différents services du FPHU. Nous avons aussi remarqué que ces clients avaient des problèmes de déplacement. Par conséquent, l'accueil et le traitement des dossiers se faisaient sous pression et même des retards ont été enregistrés dans le traitement des dossiers. Nous avons décidé de nous rapprocher de la clientèle par la création des agences à l'intérieur du pays dans l'optique de mieux servir nos clients. C'est également dans le but d'appuyer la politique du gouvernement en matière d'amélioration de l'habitat urbain », précise Gervais Ndirirwa, président du conseil d'administration du FPHU dans son discours d'ouverture de l'agence de Gitega. En tant qu'établissement de crédit, le FPHU a pour objet de

financer les opérations d'habitat et d'investissements immobiliers, principalement dans les centres urbains du Burundi conformément à la politique sectorielle du gouvernement en matière d'habitat urbain.

Venant Manirambona, gouverneur de la province de Gitega salue l'initiative du ministère en charge des travaux publics et de l'aménagement du territoire de décentraliser les services du FPHU. Pour le gouverneur de Gitega, le choix de cette province pour abriter le bureau régional du Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain est justifié. « La ville de Gitega est en pleine expansion dans le

développement des infrastructures, de l'industrie, du commerce, etc. Cela explique que les besoins en infrastructures se font sentir », a précisé Manirambona, gouverneur de la province de Gitega.

Le FPHU, des services diversifiés pour le bien-être de la population

Les produits offerts par le FPHU sont des produits de crédit et des produits d'épargne. Les produits de crédit sont la viabilisation et l'aménagement des terrains, la construction ou l'achat de logements individuels, les crédits collectifs, l'acquisition des

parcelles, l'achat des matériaux de construction, l'extension, la rénovation ou la réhabilitation des logements, l'équipement mobilier et le logement à usage locatif. Pour les produits d'épargne, le FPHU offre l'épargne ordinaire, l'épargne logement, l'épargne retraite ou les fonds de pension complémentaire et les fonds de logement.

Le FPHU est la seule institution spécialisée dans le domaine de la promotion de l'habitat urbain. Ce qui fait la différence avec les autres institutions financières qui financent le domaine de l'habitat. De plus, le fonds met à la disposition de sa clientèle des techniciens habilités dans l'encadrement et le suivi des projets de construction des logements décentes. Enfin, le fonds octroie des crédits sur le long terme jusqu'à 15 ans. Le président du conseil d'administration fait savoir que le taux d'intérêt varie en fonction du marché d'approvisionnement des fonds. Compte tenu du montant et de l'échéance, le taux d'intérêt oscille autour de 15 à 18 %.

Le gouvernement salue les initiatives du FPHU

Le programme de promotion d'un habitat décent fait partie des projets prioritaires du Plan National de Développement (PND 2018-2027). Egide Nijimbere, secrétaire permanent au ministère en charge

de l'aménagement du territoire félicite le Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain du pas déjà franchi dans la décentralisation de ses activités. Il exhorte les responsables du FPHU à étendre ses activités dans toutes les provinces du pays jusqu'au niveau communal.

Le gouvernement du Burundi soutient toute initiative qui vise le développement du secteur de l'habitat au Burundi. En ce sens, l'Office Burundais pour l'Habitat (OBUHA) est là pour coordonner tous les efforts en matière de développement de l'habitat. Il invite les administratifs à sensibiliser la population à s'intéresser aux produits du FPHU. « Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour soutenir le fonds dans ses activités de promotion de l'habitat », a indiqué M. Nijimbere.

Les responsables du FPHU comptent poursuivre leur politique de décentralisation. Dans cette logique, une autre agence en province Rumonge verra le jour en 2020. Ces agences permettront de mobiliser davantage l'épargne intérieure sous forme de pensions complémentaires des fonctionnaires de ces localités et des salariés du secteur privé, des ONG locales et internationales ainsi que des commerçants.

Bonaparte Sengabo

SOCIETE

Journée mondiale de l'enseignant

La dignité de l'enseignant en passe d'être retrouvée

Les syndicats des enseignants ont joué un rôle incontournable dans la promotion de l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'enseignant. Aujourd'hui, leur dignité commence à être retrouvée grâce à l'indemnité d'ajustement salariale introduite depuis 2016. La COSSESONA demande à l'Etat de penser toujours à l'amélioration du bien-être de l'enseignant, car il est le pilier du développement



Victor Ndabaniwe, président de la COSSESONA : « Je me réjouis du fait qu'il y a 5 ans que les grèves ne s'observent pas »

Depuis que le mouvement syndical a vu le jour au Burundi, le secteur de l'enseignement s'est distingué dans la création des syndicats, a indiqué Emmanuel Mashandari, président du syndicat CONAPES jeudi le 31 octobre 2019 lorsque les enseignants de la circonscription de la Mairie de Bujumbura célébraient la journée mondiale de l'enseignant. Les syndicats ont manifesté un dynamisme dans la revendication de meilleures conditions de vie et de travail et dans la défense des intérêts des travailleurs. Pour plus d'efficacité, Mashandari fait savoir que ces syndicats ont adopté des stratégies de travailler en synergie afin de renforcer leurs moyens d'action. Ils ont mis en avant le dialogue social. Et de noter que le dialogue social est un outil incontournable dans un monde de travail apaisé. C'est une voie indéniable pour la réussite.

Réalizations à caractère social

En 1999, suite à la revendication de l'harmonisation des salaires, Mashandari signale que la prime d'encouragement a été revue à la

hausse. Elle est passée de 3500 FBu à 7000 FBu pour les diplômés de niveau secondaire et de 8500 FBu à 15 000 FBu pour les diplômés universitaires sauf ceux qui n'ont pas présenté leurs mémoires. En 2002, suite à une longue grève de 3 mois, le gouvernement a accepté le déblocage de la carrière des enseignants. Cette opération a été financée par le royaume de Belgique à hauteur de 4 millions de dollars. En 2002 même, suite aux négociations entre le gouvernement et les syndicats des enseignants, le grade 1 a été supprimé pour les enseignants grâce au gain de 6 ans d'anciennetés, au recrutement. En 2003, suite à la revendication des enseignants, la catégorie d'exécution a été supprimée pour les enseignants. Les D4, les D6 et

les équivalents ont passé dans la catégorie de collaboration. Les diplômés supérieurs ont été reclassés. En 2007, suite à la révision du statut général des fonctionnaires de 1999, les syndicats ont réclamé l'opération de transposition. Cela n'a été concrétisé qu'en 2009 après une grève de deux mois. Une régularisation administrative et pécuniaire a été opérée.

En 2007, consécutivement à l'octroi des 34% par le chef de l'Etat de l'époque, Mashandari fait remarquer que l'allocation familiale était passée de 150 FBu pour enfant à 1000 FBu et 300 FBu à 2000 FBu pour un conjoint qui ne travaille pas. Mashandari indique qu'un litre de lait coûtait 5 FBu à cette période. Pour fixer l'allocation

familiale, on supposait qu'un enfant d'un enseignant consomme un litre de lait et deux litres de lait pour son conjoint s'il ne travaille pas. Mashandari demande à l'Etat d'actualiser ces données afin de se conformer aux réalités du moment, car le coût de la vie augmente du jour au jour. Il signale qu'un litre de lait coûte aujourd'hui plus de 1000 FBu. De Plus, on a instauré une indemnité de déplacement. Elle a été fixée à 9680 FBu et n'a jamais été adaptée à la situation actuelle.

La FLE, pour accorder des crédits de logement aux enseignants

En 2008, en vue de pallier à l'incapacité des enseignants de construire leurs propres logements, une fondation pour le logement du personnel de l'enseignement (FLE) a vu le jour. Cela a été mis en application sur l'initiative des syndicats avec l'appui du gouvernement. Cette fondation compte actuellement 15 309 adhérents et 4130 crédits ont été déjà octroyés, soit 23 898 565 775 FBu contre un dépôt de 3 223 843 367 FBu.

En 2016, après de longues grèves et négociations, un pas a été franchi dans la réduction des disparités salariales à travers l'instauration de l'indemnité d'ajustement salarial. Le processus de politique salariale équitable a été amorcé et est en cours jusqu'aujourd'hui. Le licencié qui touchait un salaire de 150 000 FBu par mois touche aujourd'hui plus de 300 000 FBu par mois.

Néanmoins, il s'inquiète qu'il y a certaines primes et indemnités qui ont été supprimées. En 2016, quand on a introduit l'indemnité d'ajustement salarial, on a procédé

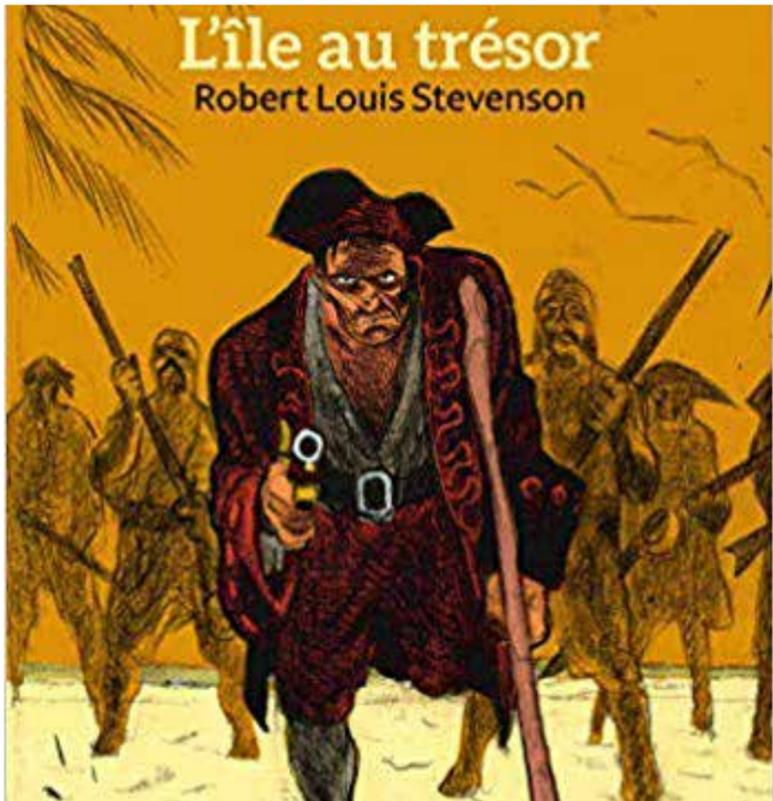
au gel de certaines primes et indemnités. Ce sont les primes de fidélité et de rendement ainsi que l'indemnité d'équipement qui se trouve dans les clauses de négociation entre le gouvernement et les syndicats. Et de se lamenter du fait qu'actuellement elles ne sont pas octroyées aux enseignants qui débutent leur carrière.

En 2017, en vue de répondre à l'appel des hautes autorités du pays pour venir en aide aux populations victimes des aléas climatiques, une coalition spéciale des syndicats des enseignants pour la solidarité nationale COSSESONA a été créée. Elle a déjà assisté 9 enseignants en besoin de soins de santé à l'étranger et dans les hôpitaux de la place à hauteur de 17 millions de FBu.

Mashandari se réjouit du fait que la dignité des enseignants commence à être retrouvée. Auparavant, les établissements de crédit manifestaient un certain mépris à l'égard des enseignants du fait qu'ils avaient de maigres salaires. Aujourd'hui, suite à l'amélioration de leurs conditions salariales, les enseignants font objet d'une forte sollicitation des établissements de crédit et des institutions de microfinance.

Victor Ndabaniwe, président de la COSSESONA se réjouit du fait qu'il y a 5 ans que les grèves ne s'observent pas. Il demande à l'Etat de penser toujours à l'amélioration du bien-être de l'enseignant, car il est le pilier du développement. Et d'inviter les enseignants à s'atteler à leurs activités quotidiennes pour augmenter le taux de réussite qui laisse à désirer malgré les nombreux défis.

Jean Marie Vianney Niyongabo



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

XIII

Comment je débarquai.

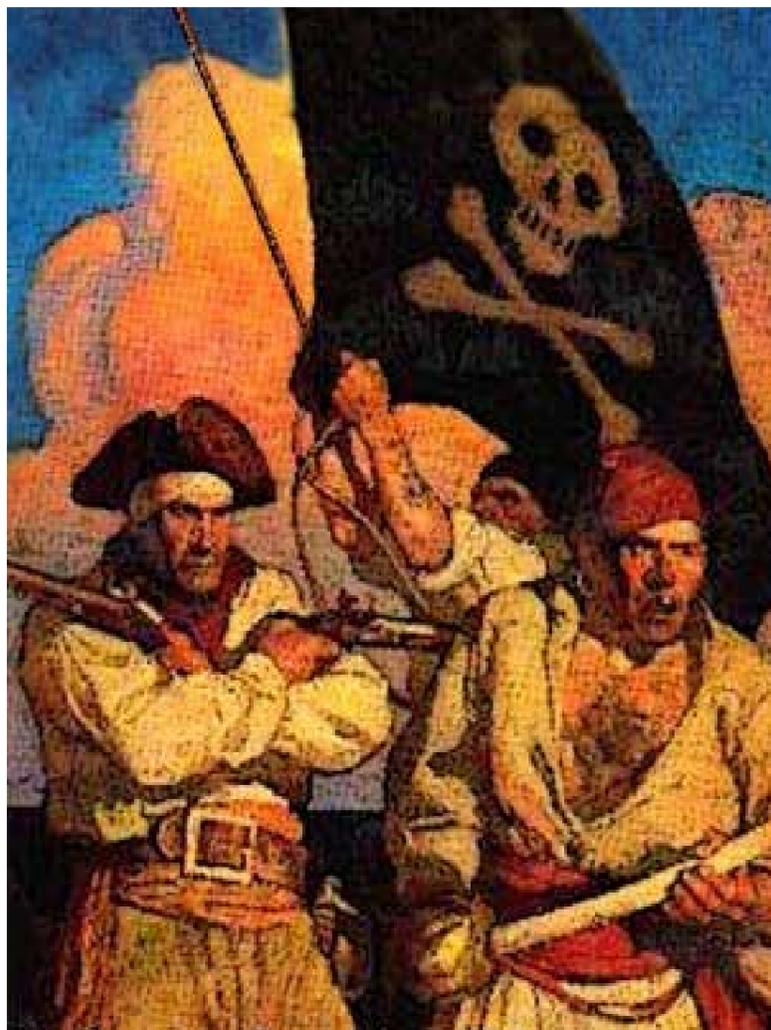
Au jour, quand je montai sur le pont, l'aspect de l'île n'était déjà plus celui de la veille. Quoique la brise fût complètement tombée, nous avions fait du chemin pendant la nuit et nous étions maintenant en panne à un demi-mille environ au sud-est de la côte orientale. À perte de vue, les terres étaient couvertes de bois, sur la teinte sombre desquels tranchait le sable jaune de la plage. Ça et là s'élevaient de grands arbres de l'espèce des pins, parfois isolés, parfois groupés en bouquets. L'ensemble était monotone et triste. Toutes les hauteurs qui le dominaient avaient des formes bizarres et se composaient de rochers nus entassés en amphithéâtre. La Longue-Vue, qui avait au moins trois cents pieds de plus que les autres, était aussi la plus étrange, presque à pic de tous côtés, et coupée net au sommet comme le piédestal d'une statue.

L'Hispaniola roulait ferme, ses boutes-hors tirant sur les poulies, son gouvernail battant la poupe, toutes ses membrures craquant, gémissant et grinçant comme le plancher d'une usine. J'étais obligé de me tenir accroché à un cordage pour ne pas tomber ; tout tournait autour de moi : car, quoique assez bon marin quand nous étions en marche, je n'ai jamais pu m'habituer sans mal au cœur à me sentir ainsi roulé comme une bouteille flottante, surtout le matin, et l'estomac vide. Peut-être l'aspect désolé de l'île, avec ses bois mélancoliques, ses rochers stériles et les brisants sur lesquels on voyait la mer se précipiter en écumant, avec un bruit de tonnerre, avait-il aussi sa part dans l'impression de malaise et de tristesse que j'éprouvais. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'en dépit du soleil brillant au-dessus de nos têtes, en dépit des oiseaux qui remplissaient l'air de leurs gazouillements, et de la satisfaction qu'on éprouve généralement à voir la terre après une longue traversée, je sentais, comme on dit, mon cœur descendre à mes talons ; et jamais, depuis ce premier regard, je n'ai pu seulement penser sans dégoût à l'île au trésor.

Nous avions en perspective une matinée de rude labeur ; car il n'y avait pas le moindre souffle de vent, et il

fallait par conséquent mettre les canots à la mer pour remorquer le schooner, à la rame, l'espace de trois ou quatre milles, jusqu'à l'étroit goulet qui conduisait au havre du Squelette. Je m'offris à aller dans un des canots, ou je n'avais naturellement que faire. Il faisait une chaleur accablante et les hommes pestaient de leur mieux en poussant l'aviron. Le canot où je me trouvais avait pour chef Andersen, qui, au lieu de maintenir la discipline, murmurait plus haut que les autres :

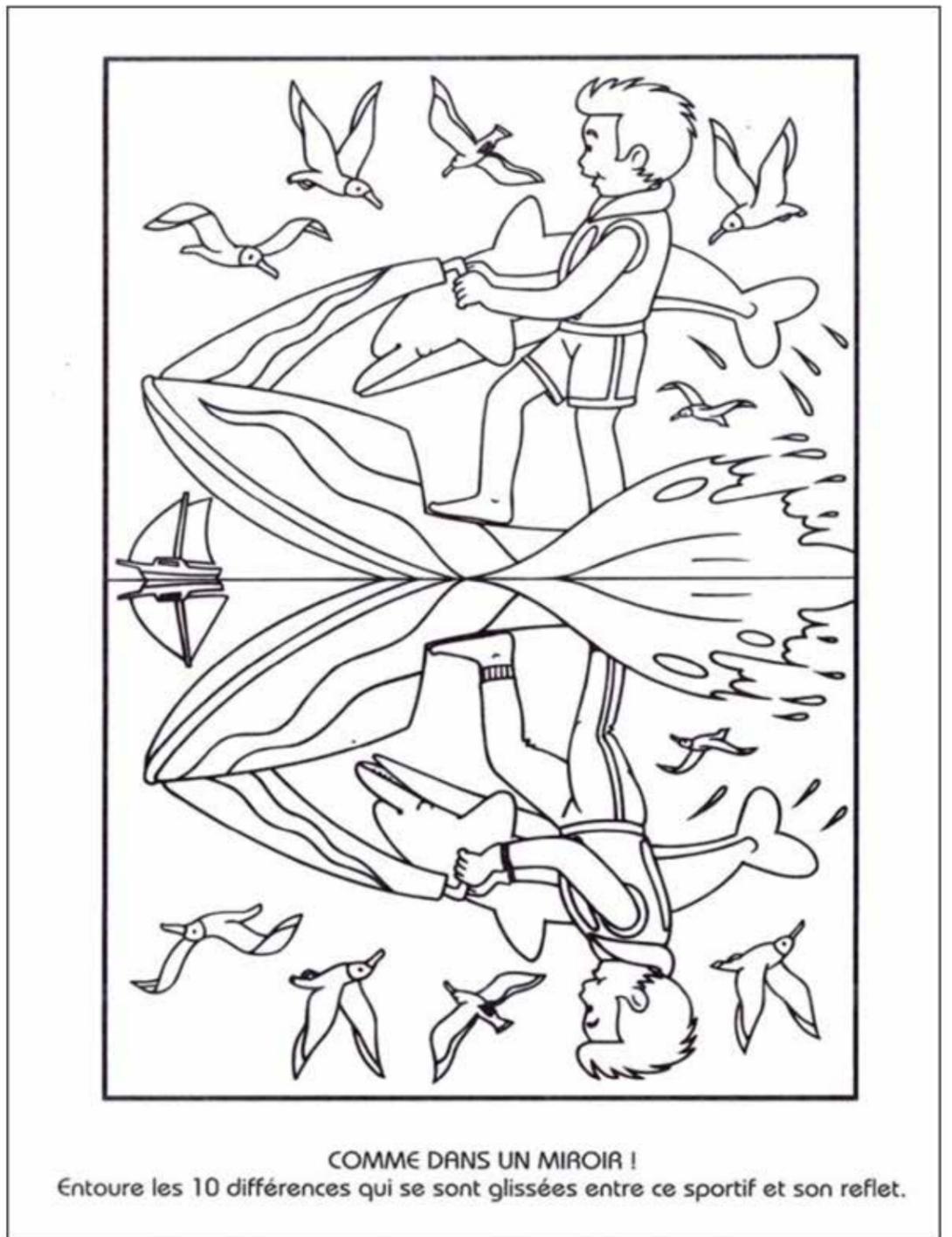
« Enfin, dit-il en jurant, ce n'est pas pour toujours, heureusement ! »



Cela me parut fort mauvais signe, car jusqu'à ce moment les hommes avaient travaillé de bon cœur et de bonne humeur. Évidemment, la vue seule de l'île suffisait à mettre toutes les cervelles en ébullition.

Pendant toute la durée de cette laborieuse manœuvre, John Silver,

debout dans le canot de tête, servit de pilote ; il connaissait manifestement la passe comme sa poche, et, quoique l'homme qui tenait la sonde trouvât fréquemment plus ou moins d'eau que n'en indiquait la carte, John Silver n'hésita pas une seule fois.



COMME DANS UN MIROIR !
Entoure les 10 différences qui se sont glissées entre ce sportif et son reflet.

Nous nous arrêtâmes à l'endroit même où une ancre était marquée sur la carte, à un tiers de mille environ de la côte, entre la terre et l'île du Squelette. Le fond de la mer était du sable fin. La chute de notre ancre mit en rumeur des milliers d'oiseaux qui s'élevèrent en tournoyant au-dessus des bois. Mais ils redescendirent en moins de quatre ou cinq minutes, et tout retomba dans le silence.

Cette petite rade était complètement entourée de terres, perdue dans les bois, en quelque sorte, car les arbres venaient jusqu'à la ligne des hautes marées, sur une plage très basse, et les collines se trouvaient à une assez grande distance. Deux ruisseaux marécageux se déversaient dans cette espèce d'étang, non sans se répandre à leur embouchure sur une assez vaste surface de terres molles et humides. Aussi la végétation, sur cette partie de la côte, avait-elle une sorte d'éclat empoisonné.

Un fortin entouré de palissades avait été construit sur la droite, comme on le verra bientôt. Mais il était impossible de l'apercevoir du schooner, à cause des arbres qui le masquaient, et, n'eût été la carte ouverte sur l'habitable de la boussole, nous aurions pu croire, tant l'aspect général du site était sauvage, que nous étions les premiers à pénétrer dans cette baie, depuis que l'île avait surgi à la surface de la mer. On n'entendait ni un souffle de vent ni un bruit quelconque, hors le ressac des vagues sur les brisants, à plus d'un mille de distance. Il y avait dans l'air une odeur toute spéciale d'eau stagnante, de feuilles d'arbre et de troncs pourris.

Je remarquai que le docteur en était désagréablement impressionné et

faisait la grimace, comme s'il avait senti un œuf gâté.

« Je ne garantis pas qu'il y ait des trésors ici, dit-il, mais je garantis bien qu'il y a de la fièvre. »

Si l'attitude de l'équipage était déjà alarmante dans les canots, elle devint tout à fait menaçante quand les hommes remontèrent à bord. On les voyait se tenir par groupes sur le pont, chuchotant et discutant. L'ordre le plus simple était accueilli par un regard furieux et exécuté avec une mauvaise volonté évidente. Même les matelots sur lesquels nous pensions pouvoir compter semblaient atteints par la contagion. La révolte planait visiblement sur nos têtes comme un nuage orange. Et il n'y avait pas que nous à la redouter. John Silver sautillait d'un groupe à l'autre, s'exténuant à prêcher le calme. Quant à l'exemple, personne n'aurait pu le donner meilleur. Il n'était que sourires, politesse et bonne volonté. Au premier signe, John Silver était sur sa béquille, avec le plus aimable : « Certainement, monsieur ! » Et quand il n'y eut plus rien à faire, il se mit à chanter, exhibant tout son répertoire comme pour mieux masquer la mauvaise humeur générale. De tous les symptômes inquiétants de cette triste journée, l'anxiété visible de John Silver nous parut le pire.

Nous tinmes conseil dans le salon.

« Si je risque un autre ordre, j'aurai tout l'équipage sur le dos, dit le capitaine. On me répond impoliment, il n'y a pas à le nier.

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 11 novembre 2019 à 20h40

Ushuaïa TV



Doc: Héritages

Genre : Découverte
Durée : 55 mn
Réalisateur : Nicolas Millet
Nationalité : France

Archipel de plus de 7 000 îles, les Philippines bénéficient de richesses naturelles et d'influences culturelles qui lui confèrent un caractère unique en Asie du Sud-Est. Après trois siècles de domination espagnole et 50 ans de protection américaine, les traditions préhispaniques ...

mardi 12 novembre 2019 à 20h35

ANIMAUX



Doc: Prédateurs du continent africain

Genre : Nature
Durée : 50 mn
Réalisateur : Marius Burger

Au plus près des animaux d'Afrique, dont certains ont des armes et des stratégies d'attaques redoutables. Tandis que certains ont recours à la chasse mobile solitaire, notamment le guépard, d'autres choisissent l'affût

mercredi 13 novembre 2019 à 20h55

arte



Film: Room

Genre : Drame
Durée : 115 mn
Réalisateur : Lenny Abrahamson
Nationalité : Irlande
Année : 2014

Jack, 5 ans, vit avec sa mère, Joy, dans une minuscule pièce de quelques mètres carrés ; et il n'a jamais connu d'autre horizon que les quatre murs de ce cabanon où il vit séquestré avec elle depuis sa naissance... Car Joy a été kidnappée par celui qu'elle nomme le «villain Nick» ...

jeudi 14 novembre 2019 à 20h55

PLANETE +



Doc: Opérations spéciales

Genre : Société
Durée : 75 mn
Réalisateur : Anna Roch
Nationalité : France

Le 24 décembre 2010, une opération de grande envergure est lancée par l'armée française en coopération avec l'ANA, l'armée afghane. Son nom : Blacksmith's Hammer. Son but : reprendre le contrôle de la vallée d'Alasay

vendredi 15 novembre 2019 à 20h50

CINE + FRISSON



Film: Transformers : l'âge de l'extinction

Genre : Science-fiction
Durée : 160 mn
Réalisateur : Michael Bay
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2014

Voilà cinq ans que des Transformers ont quasiment détruit Chicago et que la CIA traque les Autobots, des Transformers anciens alliés des forces américaines, afin de récupérer des pièces et créer de nouveaux robots parfaitement contrôlables. Elle recherche tout particulièrement ...

samedi 16 novembre 2019 à 20h45

RTL9



Film: Pulp Fiction

Genre : Thriller
Durée : 160 mn
Réalisateur : Quentin Tarantino
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1994

Tout commence dans une cafétéria que deux tourtereaux ont décidé de braquer. Ils ignorent qu'ils vont se retrouver face à Vincent et Jules, deux tueurs professionnels, qui sirotent un café. Flash-back. Quelques jours auparavant, les contrats se succédaient pour Vincent et Jules,...

dimanche 17 novembre 2019 à 20h50

ACTION



Film: Bad Times

Genre : Policier
Durée : 110 mn
Réalisateur : David Ayer
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2006

Vétéran de la guerre du Golfe, Jim Davis est sans emploi. Il espère intégrer bientôt la police de Los Angeles. En attendant, il traîne avec son copain Mike, chômeur lui aussi, dans leur quartier de South Central, soit disant à la recherche d'un travail. Leur errance se mue bientôt ...

Proverbes

« La critique est aisée, et l'art est difficile »

C'est tellement plus facile de critiquer quand on n'est pas capable de faire mieux ! Un proverbe grec dit ceci "Il est plus facile de critiquer que d'imiter".

« Qui tout convoite tout perd »

Un proverbe qui exprime la convoitise à outrance. Quand on veut trop de choses à la fois, on obtient souvent rien ! Citons aussi ce proverbe "Chaque chose en son temps".

« Le plus riche est celui qui désire le moins »

Désirer est utilisé dans le sens se contenter. Autrement dit, Il faut savoir se contenter de ce que l'on a.

« Les conseillers ne sont pas les payeurs »

Méfiez-vous des donneurs de leçons ! Bien des gens vous conseilleront, mais seul vous-même en subirez les actes et les conséquences.

« Le cœur de l'homme n'est pas de pierre, mais de résine »

Cet ancien proverbe malgache nous signifie que le cœur est consolable. La définition du mot résine est utilisée dans le sens qu'elle brûle et se dissipe en fumée.

« Maître André, faites des perruques »

Ce proverbe a une histoire ! Un perruquier, nommé Charles André, envoya une comédie en cinq actes et en vers à Voltaire en le nommant "Cher confrère". Voltaire, n'ayant point apprécié cette comédie, lui répondit "Maître André, faites des perruques". Autrement dit, ce proverbe s'utilise pour justifier une incompétence.

« Telle vie telle fin »

Signifie qu'une personne meurt parfois comme elle a vécu. Autrement dit, des individus méchants qui tôt ou tard payeront leur méchanceté.

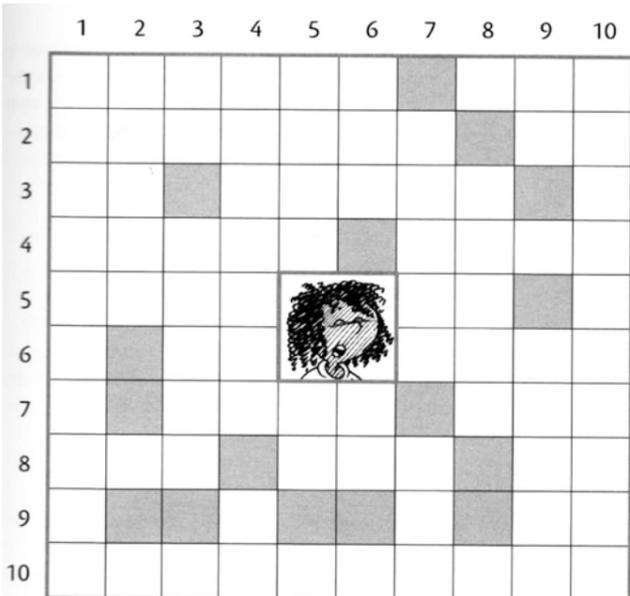
« Les obstacles irritent les désirs surtout en amour »

Signifie que nous souhaitons avec plus d'ardeur les choses qui nous sont défendues et celles qui sont interdites.

« Il faut faire vie qui dure »

Signifie qu'il faut préserver sa vie, ménager son bien de telle sorte qu'une vie ainsi ne s'essouffle pas inutilement.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Notre continent - Sélection
2. Elle se met autour du col de la chemise - Pas deux
3. Pronom impersonnel - Os de poisson
4. Garnit de lesté - Patron des métallurgistes
5. Jeux l'audace - Doublé, petit oiseau célèbre de dessin animé
6. Fleuve d'Italie - Ville hollandaise
7. De naissance - Mèche de cheveux qui pousse en sens contraire
8. Adjectif possessif - Ultra léger motorisé - Voyelles de « lire »
9. Conjonction marquant la transition
10. Mis en prison

VERTICALEMENT

1. Il se préoccupe de l'environnement
2. Vases contenant les cendres des morts
3. Dieu du soleil - Conifère
4. Acclamation - Métal jaune
5. Parachutiste - Sans vêtements
6. Saison chaude - Article (à l'envers)
7. Coupe la tête - ...-Tsé-toung
8. Fait une élision
9. Petit cours d'eau - Charançon
10. Elle soigne les malades

Mots croisés : Solution du numéro précédent

P Y R A M I D E S *
* A I L * L U C I E
P C * E E * R U S E
C H A R R E * R * *
* T U T * Z E L E
O * * E * E U E S
U * R * V * R I V E
T R A H I * O L E *
* E * * V * * * S I
P A S T E Q U E * O

Le Ministère de la décentralisation et de la réforme institutionnelle, en partenariat avec le PNUD, organise des formations sur les techniques et outils de Priorisation et de localisation des ODD

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a soutenu techniquement et financièrement les formations à la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), afin de mieux les insérer dans les Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). Les hauts cadres du ministère de la décentralisation, les administrateurs et les planificateurs locaux saluent cette initiative. Ils promettent d'insérer les matières acquises dans les plans en cours d'élaboration



Nicole Flora Kouassi, représentante résidente du PNUD au Burundi : « Les communes, au-delà d'être appelées à participer à la mise en œuvre de l'agenda sont responsables, principaux fournisseurs de services publics et vecteurs de changement »

La formation a duré 20 jours à partir du 10 octobre jusqu'au 31 octobre 2019. Elle concernait les communes pilotes de Buyengero et Burambi, en province Rumonge.

Selon Nicole Flora Kouassi, Représentante résidente du PNUD au Burundi, depuis le 25 septembre 2015, les Etats membres des Nations Unies ont adopté un nouveau programme global des Objectifs de Développement Durable. Celui-ci décline 17 objectifs et 169 cibles connexes qui définissent les enjeux prioritaires pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face aux changements climatiques durant les quinze prochaines années.

L'interface comme rôle des communes

« L'objectif de l'adoption des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 a été surtout marqué par une forte prise de conscience de l'importance de la décentralisation locale dans la conception et la mise en œuvre des agendas internationaux et nationaux de développement », déclare Nicole Flora Kouassi.

Elle précise que cette importance se justifie par le positionnement des communes comme interface entre les objectifs globaux adoptés et la traduction en actes concrets auprès des populations locales.

La légitimité des communes dans la mise en œuvre des ODD, informe-t-



La localisation a pour objectif d'amener les collectivités locales à s'approprier la mise en œuvre des ODD

elle, se trouve encore plus renforcée par le principe de subsidiarité qui consiste à qualifier ou apporter des réponses aux préoccupations liées aux services de base tels que l'eau, l'assainissement, l'éducation, la santé et d'autres services administratifs de gouvernance locale.

La représentante résidente du

PNUD rappelle que l'engagement à associer les couches de la population dans le combat pour l'élimination de l'extrême pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations est préconisé dans le Plan National de Développement (PND 2018-2027).

70 % de la mise en œuvre de l'agenda doit être localisé

Nicole Flora Kouassi se réjouit de l'importance attachée par tous à la nécessité pour le pays de disposer d'un instrument de planification et de programmation de la gestion des finances publiques et de suivi-évaluation des programmes et des projets élaborés de manière participative et inclusive. Cela pour maximiser les chances du Burundi de progresser vers la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

«Les communes, au-delà d'être appelées à participer à la mise en œuvre de l'agenda sont responsables, principaux fournisseurs de services publics et vecteurs de changement. Le niveau communal est d'ailleurs le mieux indiqué pour relier les objectifs mondiaux aux communautés locales étant donné que 70 % au moins de la mise en œuvre de l'agenda doit

défini est que les communes peuvent travailler sur l'ensemble des 166 cibles des ODD et l'exercice de priorisation devient pertinent.

«Pour assurer une mise en œuvre réussie et avoir un effet transformationnel sur les économies, les pays sont invités à adopter et à proposer une stratégie de protection de localisation et de définition des priorités en tenant compte du contexte national et local», explique-t-elle.

La Représentante du PNUD au Burundi témoigne que le Burundi est au nombre des pays qui ont considéré les ODD comme un instrument d'opportunités. Il s'est lancé très tôt dans le processus d'appropriation. « Cet engagement du gouvernement par la mise œuvre des ODD a été marqué d'une part par la priorisation nationale des ODD à Kayanza le 1er février et, d'autre part, par l'intégration globale des ODD dans le Plan National de Développement (PND 2018-2027).

Nécessité d'une compréhension commune

La bonne compréhension des agendas, indique Nicole Flora Kouassi, est la seule façon d'obtenir des impacts concrets et positifs sur les personnes en général, sur les jeunes, les femmes et les laissés pour compte en particulier. Les ODD doivent être ancrés dans toutes les pratiques de développement au niveau local et le leadership local doit être reconnu et valorisé pour accompagner l'action participative, inclusive, nécessaire et indispensable pour le développement durable.

Et de renchérir : « La mise en œuvre et l'atteinte des ODD doivent être soutenues pour tous les pays en accélération de la croissance économique et de la transformation structurelle de l'économie ».

Chaque pays, signale-t-elle, est appelé à définir ses priorités nationales à prendre le soin d'identifier les canaux de partenariat pour mobiliser les ressources financières compatibles avec ses propres besoins. Ce qui nécessite une compréhension commune et une entière collaboration entre le gouvernement central, les administrateurs des territoires, la société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers dont les Nations Unies et la population bénéficiaire.

« Nous réitérons la solidarité et la mobilisation du PNUD à continuer à accompagner non seulement le processus engagé, mais aussi tout le pays dans ses efforts vers l'atteinte des ODD pour améliorer les conditions de vie de la population burundaise », rassure la représentante résidente du PNUD.

Un programme qui intéresse le ministère

Le Burundi s'est associé à la communauté internationale pour adopter le programme des ODD défini sur la période 2016-2030, d'après Jean Bosco Hitimana, Ministre de la Décentralisation et de la réforme institutionnelle.

Il recommande à toutes les communes de se positionner comme interface entre les objectifs globaux adoptés au niveau international et sur lesquels les pays ont pris des engagements. Car le pays a déjà fait

financer les travaux des ateliers de formation. « Nous apprécions à sa juste valeur tout appui dont vous faites bénéficier les communes », applaudit-il.

Approbation des communes

Les administratifs de la commune Buyengero et Burambi se disent satisfaits des formations reçues.

Pour Laurent Nduwayo, conseiller technique chargé du développement dans la commune Buyengero, la matière acquise interviendra dans la planification du développement communal.

« Ainsi, comme nous étions à la phase de réflexion thématique au niveau des PCDC, le paquetage nous servira donc à intégrer 16 objectifs des ODD qui cadrent avec les cibles prioritaires au niveau local », certifie-t-il.



Jean Bosco Hitimana, ministre de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle : « Que toutes les communes se positionnent comme interface entre les objectifs globaux adoptés au niveau international et sur lesquels les pays ont pris des engagements »

la localisation et la priorisation des ODD au niveau national avec pour objectif de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes.

En ce qui concerne le ministère, martèle-t-il, avec l'appui de PNUD, nous avons opté pour l'expérimentation d'abord l'intégration de l'outil RIA (Rapid Integrated Assessment) ou Evaluation Rapide Intégrée développé et adopté par le groupe du PNUD qui a été utilisé pour prioriser les cibles et indicateurs des ODD pour le Burundi. Cet outil permet au premier niveau d'analyse de reprendre les domaines prioritaires contenus dans les documents de planification nationale et propose une matrice d'évaluation du niveau d'intégration des cibles dans la planification et la localisation des ODD au niveau des 4 communes pilotes avant de l'intégrer dans le guide national pratique de planification communale.

« A partir d'aujourd'hui, les communes de Buyengero et Burambi sont dotés d'un bagage communal de cibles prioritaires accompagnés de leurs indicateurs et au-delà des cibles prioritaires au niveau national, nous ne doutons pas que les cibles prioritaires au niveau des communes vont alimenter la rédaction des plans communaux de développement communautaire de troisième génération en cours d'élaboration », s'émerveille-t-il.

Le ministre lance un message spécial de remerciement à l'endroit du PNUD pour avoir accepté de

Abondant dans le même sens, Adelaïde Nduwimana, administrateur de la commune Burambi estime que les cibles oubliées seront identifiées immédiatement et introduites dans les PCDC en cours d'élaboration. Toutefois, elle regrette que les ressources financières restent toujours un grand défi.

Le mot localisation vient dans le sens d'amener les ODD jusqu'aux collectivités locales, d'après Salomon Nsabimana, consultant et professeur d'université. Il informe que les ressources financières proviendront des facteurs actuels (les ressources utilisées par les communes), des partenaires moteurs (UNESCO en éducation...), des acteurs dominants (Etat, secteur privé) et des acteurs de relais (médias).

Les plans de développement des communes s'inspirent des grands documents d'orientation de politique (PND) qui, à leur tour, s'inspirent des grands documents d'orientation des politiques de développement au niveau mondial avec l'agenda 2030 (ODD), au niveau continental avec l'agenda 2063 et au niveau de la sous-région avec l'agenda 2050.

En plus des certificats de participation à la formation, les communes de Buyengero et Burambi ont bénéficié d'un don de deux ordinateurs. Cela dans le cadre de l'intégration et de la localisation des ODD.